

La revue de presse

Toute l'actualité du Centre Hospitalier de Saint-Denis

(année 2016)

Une maternité dernier cri à Saint-Denis

Fin l'ancienne maternité vétuste et enjûrée. L'hôpital Delafontaine se dote d'un nouveau service plus confortable et d...



Infirmières

À la suite du compte rendu du conseil municipal de novembre 2011 (JSD N° 894), la direction de l'hôpital Delafontaine précise, « qu'aucune mesure de fermeture de l'école d'infirmières (IFSI) n'est envisagée. D'ailleurs l'agrément a été prolongé par la Région. Concernant la nouvelle implantation de l'école, le dossier de reconstruction de 2 écoles (d'infirmières pédiatriques) sur un nouveau site est toujours en cours. Ce dossier est soutenu par l'hôpital de la Plaine commune. Il n'est absolument pas question de fermer notre école tant plus qu'entre 2011, l'augmentation des étudiants inscrits est de 74 % ».

Maris destinés

La télémédecine sauve des patients

SAINTE-DENIS (SEINE-SAINT-DENIS). MIEU. Le D. P. de Broecker a effectué une démonstration de la télémédecine à l'hôpital Delafontaine. L'objectif est de permettre aux patients de bénéficier d'un avis médical à distance. Le D. P. de Broecker a effectué une démonstration de la télémédecine à l'hôpital Delafontaine. L'objectif est de permettre aux patients de bénéficier d'un avis médical à distance. Le D. P. de Broecker a effectué une démonstration de la télémédecine à l'hôpital Delafontaine. L'objectif est de permettre aux patients de bénéficier d'un avis médical à distance.

Prévention. Le Parcours du cœur revient place V.-Hugo

Samedi 31 mars aura lieu la 36^e édition du Parcours du cœur, initiative nationale pour l'amélioration de la prévention des risques cardiovasculaires. À Saint-Denis, c'est la deuxième année consécutive. À V.-Hugo, on trouvera des ateliers dédiés au nordique, musicothérapie, ateliers de prévention des risques. La tabacologie y sera aussi présente. On calculera aussi l'indice de masse corporelle. Le tabacologie y sera aussi présente. On calculera aussi l'indice de masse corporelle. Le tabacologie y sera aussi présente. On calculera aussi l'indice de masse corporelle.



Delafontaine teste la consultation à distance

Le dispositif de téléconsultation à distance a été testé à l'hôpital Delafontaine. Le dispositif de téléconsultation à distance a été testé à l'hôpital Delafontaine. Le dispositif de téléconsultation à distance a été testé à l'hôpital Delafontaine. Le dispositif de téléconsultation à distance a été testé à l'hôpital Delafontaine.



pour stopper la contamination

Le centre hospitalier de Saint-Denis a mis en place des mesures pour stopper la contamination. Le centre hospitalier de Saint-Denis a mis en place des mesures pour stopper la contamination. Le centre hospitalier de Saint-Denis a mis en place des mesures pour stopper la contamination. Le centre hospitalier de Saint-Denis a mis en place des mesures pour stopper la contamination.

Gala
(21 décembre 2015)
«Bernadette Chirac lance l'opération Pièces Jaunes 2016 »



La 27^e édition de l'opération Pièces Jaunes est en marche. Toujours présidée par Bernadette Chirac, elle sera lancée le 6 janvier prochain avec Christian Karembeu comme parrain. Grand Corps Malade, L.E.J. et Joyce Jonathan donneront un concert.

L'opération Pièces Jaunes est l'un des grands rendez-vous caritatif de l'année. Créée en 1989, cette grande collecte est destinée à financer des fonds en faveur des enfants et des adolescents hospitalisés. Depuis 26 ans, 85 millions d'euros ont été récoltés, permettant ainsi de lancer près de 8200 projets. A partir du 6 janvier et jusqu'au 13 février 2016, 2,5 millions de tirelires seront disposés dans les bureaux de Poste dans lesquelles chacun pourra glisser des pièces, mais aussi des billets. Les dons en ligne sont également possibles.

Le coup d'envoi de cette 27^e édition de l'opération Pièces Jaunes sera donc donné le 6 janvier prochain au centre hospitalier de Saint-Denis. Bernadette Chirac, présidente de la Fondation Hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France, sera une fois de plus présente, entourée de Danuta Pieter, déléguée général de la Fondation Hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France, et de Yolande Di Natale, directrice du centre hospitalier de Saint-Denis.

Cette année, Christian Karembeu a été choisi pour être le parrain de l'opération. Il participera au lancement en compagnie de **Grand Corps Malade**.

Outre de nombreuses animations et une galette des rois prévues, un concert sera donné avec au programme **L.E.J., Joyce Jonathan, Brice Conrad et Olympe**. Le 1^{er} janvier, une édition spéciale de *Qui veut gagner des millions?* sera diffusée sur TF1; le 10 janvier, le spectacle d'Anne Roumanoff, *Aimons-nous les uns les autres*, sera au profit de l'opération Pièces Jaunes, tandis qu'un grand gala de charité sera organisé à Compiègne le 22 janvier avec toujours Joyce Jonathan, Brice Conrad, Olympe, mais aussi Maude.



Bernadette Chirac



Christian Karembeu

**DERNIÈRES NEWS SUR :
BERNADETTE CHIRAC**



Jacques Chirac : pas de Maroc à Noël
10:55 • AUJOURD'HUI



L'étrange Noël de Monsieur Jacques... Chirac
21/12/15

Charlotte Casiraghi et Bernadette Chirac: duo chic et choc
02/10/15

Dans l'intimité, Bernadette tyranniserait Jacques Chirac

Le Parisien
(7 janvier 2016)
«Bernadette Chirac lance l'opération Pièces Jaunes 2016 »

Lancement de l'opération pièces jaunes à Saint-Denis

05 Janv. 2016, 16h20 | MAJ : 05 Janv. 2016, 16h20

 FACEBOOK

 TWITTER

 GOOGLE+



Saint-Denis. Bernadette Chirac et Christian Karembeu lors du lancement de l'opération à l'hôpital Robert Ballanger d'Aulnay en janvier 2015. (LP/Matthieu Jublin.)

L'ancienne première dame Bernadette Chirac sera mercredi à l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis à l'occasion du lancement de la 27e édition de l'opération pièces jaunes organisée par l'AP-HP.

Cette visite sera l'occasion de présenter la « Maison du Bébé » et le chantier de la « Maison des Femmes » qui sera inauguré prochainement, mais aussi pour les patients de profiter d'un concert exceptionnel avec [Grand Corps Malade](#), les L.E.J ou encore Brice Conrad.

Depuis sa création en 1990, l'opération pièces jaunes a permis de financer près de 7 000 projets répartis dans plusieurs centaines d'hôpitaux à travers la [France](#).

L'opération « Pièces jaunes » présente ses projets de 2016

La collecte au profit des enfants malades démarre ce mardi 6 janvier avec la perspective de deux nouveaux dispositifs.



NICOLAS TUCAT/AFP

L'opération Pièces jaunes, parrainée ces dernières années par Bernadette Chirac, a permis de financer plusieurs projets dont la maison des familles à l'hôpital de Bordeaux.

Pour sa 27^e édition, la collecte des « pièces jaunes » n'a pas abandonné sa dimension exploratoire. Depuis sa création en 1989, la fondation des hôpitaux de Paris-hôpitaux de France met à disposition du grand public des tirelires en carton pour récupérer les centimes inutilisés. En 26 ans, 85 millions d'euros ont ainsi été récoltés.

Cela a déjà permis de financer 8 224 projets en faveur des enfants et des adolescents malades dans 452 villes de France, améliorant tout à la fois leur accès aux loisirs, la proximité des familles, la lutte contre la douleur...

« Nous allons poursuivre notre action en répondant aux besoins qui évoluent constamment et en prenant en compte les nouvelles souffrances qu'engendre la société d'aujourd'hui », souligne Bernadette Chirac, présidente de la fondation.

Un cocon pour les nourrissons

En 2016, les « pièces jaunes » seront notamment consacrées à deux projets innovants. Tout d'abord, la fondation aidera à la mise en place de la « maison du Bébé », à l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). 26 500 € vont être versés à cet espace d'accueil et de consultation s'adressant aux parents et leurs enfants entre 0 et 18 mois.

L'objectif est d'offrir un maximum de confort et de bien-être dans ce lieu où les motifs de visite sont sensibles : perte de sommeil ou d'alimentation, troubles du développement (absence de sourire, évitement du regard...) mais aussi prématurité ou handicap.

Un espace pour les mamans violentées

L'organisation de solidarité va par ailleurs financer l'accueil d'une « Maison des femmes » à hauteur de 50 000 €, toujours à Saint-Denis. Cette structure en construction sera inaugurée cet été. Elle s'adressera aux femmes battues ou victimes de mutilations sexuelles, et regroupera toutes les activités d'un centre de planning familial classique (contraception, prévention, interruption volontaire de grossesse...).

La fondation entend par ailleurs poursuivre des actions déjà bien éprouvées : un atelier pédagogique au centre hospitalier de Châteauroux (Indre), 5 pompes antidouleurs pour l'hôpital de la Timone à Marseille (Bouches-du-Rhône), une « maison des adolescents » inaugurée au printemps au Mans au profit des jeunes en détresse...

Pour diversifier sa collecte et faire face à la raréfaction des gestes en monnaie sonnante et trébuchante, les « pièces jaunes » disposent depuis peu d'une plateforme de dons en ligne.

JEAN-BAPTISTE FRANÇOIS

<http://www.la-croix.com/Solidarite/En-France/L-operation-Pieces-jaunes-presente-ses-projets-de-2016-2016-01-05-1400237>



Le Parisien
(du 13 au 19 janvier 2016)
«La Maison du Bébé rassure les mamans»



(<http://www.leparisien.fr>)

Saint-Denis (93200)

A Saint-Denis, la maison du bébé rassure les mamans

Elena Louazon | 19 Janv. 2016, 18h32 | MAJ : 19 Janv. 2016, 18h32



Saint-Denis, hôpital Delafontaine, janvier 2016. Maria Nadif et son fils Emrys sont accompagnés depuis quatre mois par les équipes de la maison du bébé. (LP/E.L.)

La pelleuse s'active aux abords de l'hôpital Delafontaine à Saint-Denis. Les charpentes laissent deviner la forme que prendra la future enceinte, dans laquelle la maison des femmes prendra ses quartiers avant l'été. Cet établissement, destiné à accueillir des femmes battues ou victimes de mutilation sexuelle, a bénéficié d'une subvention de 50 000 € accordée par la fondation Hôpitaux de Paris (<http://actualites.leparisien.fr/paris.html>) - Hôpitaux de France (<http://actualites.leparisien.fr/france.html>) à l'origine de l'opération Pièces Jaunes.

A seulement quelques pas, la maison du bébé, elle aussi en partie subventionnée par la fondation HP-HF, a ouvert ses portes il y a un peu plus d'un an, dans l'ancienne résidence du directeur de l'hôpital. Ce centre d'accueil thérapeutique à temps partiel se donne pour mission d'offrir des soins à des nouveau-nés et des enfants de 0 à 18 mois dans un cadre rassurant.

La pédopsychiatre Louise Dupeyron, responsable de la maison, explique : « On essaie de répondre à la question "*Comment faire quand on est parent d'un enfant avec des problèmes somatiques qui impactent son développement ?*" »

« **La psychologue (<http://etudiant.aujourd'hui.fr/etudiant/metiers/fiche-metier/psychologue.html>) a les mots pour apaiser mon fils** »

Les motifs de visite sont multiples : grossesse difficile, contexte familial ou médical précaire, développement perturbé... « On est dans une maison, pas à l'hôpital : on soutient les familles, on rassure », poursuit la docteure. Dix personnes composent l'équipe qui accueille les mamans et leur bébé autour d'activités de groupe, de consultations individuelles et de séances d'art-thérapie. « Par ces activités, on prend le temps de se poser », précise la pédopsychiatre.

Maria Nadif et son fils Emrys, né en juillet dernier, sont accueillis à la maison du bébé une fois par semaine depuis septembre. « Durant ma grossesse j'ai été stressée, j'ai rencontré des difficultés et à de graves problèmes familiaux. Il était dans mon ventre, il a subi tout ça : à sa naissance il pleurait beaucoup, il avait du mal à dormir » raconte, émue, la maman. « La psychologue, elle, a les mots pour l'apaiser, elle trouve comment lui expliquer les problèmes d'adulte. Ça le calme, il est plus reposé et du coup on est plus détendu. »

La future maison des femmes permettra une meilleure prise en charge

Lieu d'écoute, lieu d'accueil, mais aussi lieu de socialisation et d'échange, la maison constitue un point d'ancrage dans la vie de familles parfois en grandes difficultés. L'inauguration prochaine de la maison des femmes devrait permettre une prise en charge accrue des familles par une collaboration étroite entre les deux établissements.

« Une maman qui va bien c'est un enfant qui va bien ! », affirme ainsi le Dr Ghada Hatem, qui défend le projet depuis plusieurs années. « Notre objectif c'est d'aider des femmes isolées, sans ressources », ajoute-t-elle. « On veut créer un endroit stable pour les familles : les gens, les lieux sont fixes. »

Après des mois de recherches, l'obstétricienne se réjouit du financement public-privé qui permet au projet de bientôt prendre vie : « Pour accompagner les problématiques de la vie, il faut innover, il ne faut pas avoir peur de faire ce qui n'a pas été fait. »

Excision : les femmes brisent le tabou

Lutte contre l'excision : la France sert de modèle

Par Léa Surugue



Enquête - La journée internationale de Tolérance Zéro aux mutilations sexuelles se déroule ce samedi. La France s'est imposée comme un modèle pour lutter contre la pratique, mais 53 000 femmes excisées vivent toujours dans l'Hexagone.

Peu de mutilations sont aussi lourdes de conséquences que l'excision. Hémorragies, infections, douleurs lors des rapports ou de l'accouchement, les complications associées aux mutilations sexuelles féminines sont variées, et peuvent affecter les victimes sur le long terme.

En France, la prise en charge médicale et psychologique s'est beaucoup développée depuis une trentaine d'année, notamment grâce à la vision d'un homme : le Pr Pierre Foldès.

Cet urologue français a été confronté à l'excision lors de missions humanitaires au Burkina Faso, dans les années 80. En découvrant les séquelles laissées par l'excision, et à force d'opérer, ce médecin a mis au point la première méthode de réparation chirurgicale des mutilations sexuelles, « la transposition du clitoris ». Il s'est par ailleurs battu pour que cette opération soit remboursée en France par la Sécurité Sociale, à 100 %. C'est chose faite, depuis 2004.

Sa technique chirurgicale a fait du Pr Foldès une référence à l'international, et son efficacité a été évaluée dans [une grande étude publiée dans The Lancet](#). Le Pr Foldès a depuis formé des dizaines de chirurgiens français et étrangers, et a opéré des milliers de victimes.

Grâce à ses travaux, la France est aujourd'hui l'un des rares pays à proposer la réparation chirurgicale, et surtout, le seul à le faire sans que la femme n'ait à payer.

L'exemple de St-Denis

Parmi les médecins formés auprès du Pr Foldès, des chirurgiens exerçant à l'hôpital Delafontaine, à St Denis. Le 93 est probablement le département dans lequel vivent le plus de femmes excisées.

Les gynécologues de ce centre hospitalier étaient souvent confrontés à ce problème. Près de 14 % de leurs patientes présentaient en effet des mutilations au niveau des organes génitaux externes.

Or, l'hôpital de St Denis avait la chance de compter parmi ses équipes des professionnels de différents horizons, gynécologues, psychologues ou sexologues, tous engagés sur le sujet. Il y a trois ans, [ils ont donc monté l'une des premières consultations françaises](#), spécifiquement dédiée aux femmes ayant subi ces mutilations, afin de leur proposer une prise en charge globale.

*Pourquoi docteur
(du 8 février 2016)
«Lutte contre
l'excision»*

Ecoutez...

Stéphane Bounan, gynécologue à St Denis : « *Plusieurs de nos patientes étaient victimes de mutilations sexuelles féminines. Le problème c'est qu'on a envie de former les équipes pour identifier le problème, mais si après on a rien comme solution à proposer, ça ne motive pas pour dépister. L'offre de soins était inexistante, donc on a eu envie de créer quelque chose ...* »



Le Dr Bounan, chef du service de gynécologie, est l'un des médecins à l'origine de ce projet. Il opère une centaine de femmes tous les ans, grâce à la technique du Pr Foldès. Mais celles-ci ne représentent que la partie émergée de l'iceberg.

Les femmes sont en effet nombreuses à venir rencontrer l'équipe de St Denis, mais elles ne se font pas toutes opérer. Leurs symptômes et leur ressenti face à l'excision peuvent être très différents selon leurs histoires personnelles.

La première étape de la rencontre avec les médecins, à Saint Denis, passe d'abord par un diagnostic lésionnel. En fonction de la mutilation, les conséquences anatomiques ne vont pas être les mêmes, et le chirurgien gynécologue va, dans un premier temps, chercher à comprendre comment la personne est affectée.

Il détermine ensuite si la patiente peut tirer des bénéfices de la chirurgie. Celle-ci discute aussi longuement avec la psychologue et le sexologue, afin qu'ils évaluent comment elle vit le fait d'avoir été excisée.

La chirurgie, pas toujours justifiée

La structure de St Denis connaît un certain succès, car pour chaque patiente, un parcours de soins individuel est défini, afin de personnaliser la prise en charge. L'opération n'a lieu qu'après un temps de réflexion, seulement pour certaines femmes. « Sur 15 000 consultations, je n'ai opéré que 3000 femmes », souligne le Pr Foldès.

Ecoutez...

Pierre Foldès, chirurgien urologue : « *Moi, j'en ai vu 15 000 en consultation et je n'en ai opéré que 3000. L'important c'est de leur décrire leur mutilation, elles sont très en demande de cela. La consultation ne sert absolument pas à les pousser vers la chirurgie ...* »



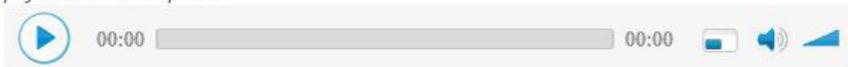
« On a des patientes qui souffrent de dyspareunies sévères, des douleurs abominables pendant les rapports. Pour elles, l'opération s'impose dans la grande majorité des cas » explique le Dr Bounan. De même, si la femme connaît une absence de plaisir, et aussi souvent de désir, la question de l'opération est légitime.

D'autres victimes sont « réparées », même si elles ne souffrent pas sur le plan physique. Ce sont d'une part celles qui vivent leur excision comme une injustice, une véritable atteinte à leur identité, qui ne peut se solutionner que par la chirurgie. D'autre part, il s'agit des femmes qui ont honte de leur apparence, et fuient alors les rapports sexuels.

La chirurgie n'est toutefois pas toujours justifiée. « Quelque fois, les femmes sont tellement en situation de détresse psychologique, elles ont vécu tellement d'horreurs que finalement, l'excision est le cadet de leurs soucis. Dans ces cas là, la psychologue peut les accompagner ou les orienter vers des structures plus adaptées à leur cas » confie le Dr Bounan.

Il estime que la chirurgie n'est efficace que parce que celle-ci s'accompagne d'un suivi psychologique et sexologique au long cours.

Stéphane Bounan : « Pour les patientes bien choisies, la chirurgie peut s'avérer être très utile. On doit adapter la prise en charge à la personne. Le problème de l'excision est parfois secondaire (...) parfois on a orienté vers un centre de soutien psychotraumatique...»



Redonner espoir

Les médecins hospitaliers ne sont plus les seuls à s'intéresser à la question. « Aujourd'hui, les médecins traitants osent plus aborder le sujet avec les femmes, car ils savent qu'ils peuvent les orienter vers des structures adaptées. Avant, ils pouvaient être plus réticents, car ils n'avaient pas de solutions à leur proposer » souligne le Dr Bounan.

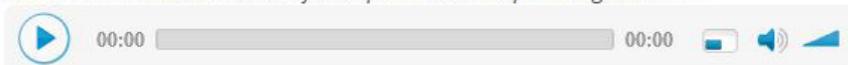
Les généralistes continuent néanmoins à souffrir d'un manque de formation sur le sujet. En tant que premier interlocuteur des femmes, leur rôle est crucial afin d'ouvrir le dialogue sur la pratique.

« Quand on veut pas voir, on ne voit pas. Pour repérer les mutilations et pour aider les femmes, il faut avoir été formé. Chez les jeunes médecins, la prise de conscience commence à se faire », souligne Gilles Lazimi, généraliste à Romainville.



Ecoutez...

Gilles Lazimi, généraliste à Romainville : « C'est une cécité quand on ne sait pas, on ne voit pas, si on ne pose pas de questions, on a pas de réponses. Quand il n'y a plus de lèvres c'est évident. Encore faut il prendre le temps de regarder ...»



Très investi sur la question des violences faites aux femmes, ce professionnel souhaite que ses confrères posent la question des mutilations, et sonnent l'alerte en cas de doute. Car le rôle des médecins n'est pas seulement de réparer, il est aussi de prévenir.

Pourquoi docteur
(du 8 février 2016)
«Lutte contre l'excision»

Portes ouvertes à l'IFSI



Des étudiants de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers font une démonstration lors des journées portes ouvertes de l'IFSI, en janvier 2015. - Sébastien Banse

Mercredi 27 janvier 2016, l'Institut de formation en soins infirmiers (IFSI), l'école de puéricultrice et l'institut de formation des aides-soignants organisent, comme chaque année, une journée portes ouvertes.

De 10h à 18h, les visiteurs pourront découvrir, grâce à des stands et des ateliers, les métiers d'infirmier, d'aide-soignant et de puéricultrice et les formations. Deux visites de l'hôpital Delafontaine sont organisées, à 11h et à 15h.

L'IFSI est situé dans le centre hospitalier, à l'arrière du bâtiment principal, du côté de la rue du docteur Delafontaine. On peut aussi [aller sur le site de l'IFSI](#) pour télécharger les dossiers des concours d'entrée en formation préparatoire au diplôme d'état en soins infirmiers / d'aide-soignant.

S.B.

Le JSD.com
(8 février 2016)
«Portes ouvertes à l'IFSI»



Une femme voilée attend à l'accueil de la maternité de l'Hôtel-Dieu à Lyon.

JOSTE PHELIPE / PHOTOGRAPHIE PROGRES, DR

La laïcité battue en brèche à l'hôpital



Stéphane Kovacs
@KovacsSt

Des parents qui récusent un pédiatre homme pour leur fillette de quelques jours seulement, des bénévoles catholiques qui s'invitent systématiquement chez tous les patients, des malades qui refusent de signer une autorisation de soins le jour du shabbat... Il est loin le temps où, à l'hôpital, les requêtes religieuses se résument à « pas de viande le vendredi ». Alors que l'Observatoire de la laïcité s'apprête à publier son Guide de la laïcité à l'hôpital, les récriminations des patients apparaissent de plus en plus fréquentes et incongrues. Tout comme, d'ailleurs, les revendications des personnels. « On est dans une surenchère permanente, observe Isabelle Lévy, auteure de *Menaces religieuses sur l'hôpital*. Et pendant que des personnels hospitaliers s'épuisent dans d'interminables négociations avec les usagers, des vies humaines sont régulièrement mises en péril. » Ancienne secrétaire médicale à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), cette spécialiste des religions est aujourd'hui formatrice en milieu hospitalier. « S'il n'y avait pas de problèmes, je ne travaillerais pas !, lance-t-elle. Or mon agenda est déjà plus chargé qu'en 2015, et je suis désormais appelée jusque dans des petites bourgades paumées... »

Pour rédiger son rapport sur la laïcité, publié en juin 2015, la Fédération hospitalière de France (FHF) avait envoyé 1 200 questionnaires. Seuls 172 établissements ont répondu. « Cela a permis de faire une petite photo, observe Frédéric Valletoux, président de la FHF. On a le sentiment que même s'il y a des cas qui font du bruit, les problèmes sont plutôt gérés. » Un tiers des établissements remonte des « problématiques » avec des usagers. Notamment des « demandes de prise en charge par des femmes uniquement » ou des « prières dans les espaces communs ou en chambre double ». Un cinquième seulement fait état de soucis liés au personnel : « affichage de signes extérieurs d'appartenance à une communauté religieuse » ou encore « difficultés d'organisation » lors de fêtes religieuses. « Assez peu de problèmes, mais pouvant créer de fortes tensions », synthétise Nicolas Cadène, rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité.

« Ils nous ont à l'usure »

Gynécologue à l'hôpital Delafontaine, à Saint-Denis, le Dr Ghada Hatem a vécu « des moments un peu chauds ». « Il y a six mois, une femme enceinte est arrivée, soignant beaucoup, raconte-t-elle. Son mari s'opposait pourtant à ce qu'un homme l'examine : "Si Allah veut qu'elle meure, a-t-il lâché, eh bien qu'elle meure !" » Des maris qui, « au nom de la sacro-sainte pudeur », mettent en danger la vie de leur femme, « cela arrive souvent, commente Isabelle Lévy. Et certains n'ont pas hésité à lancer : "Ce n'est pas grave, j'en ai trois autres à la maison !" ». Autre souvenir, aux urgences, un jour de canicule : « Une femme, complètement déshydratée sous son niqab, devait absolument se voir poser une perfusion, rapporte un infirmier. Mais son mari m'a interdit de la toucher ! Puis, il m'a demandé de la piquer à travers le tissu... Mon supérieur a tenu bon, et le couple est reparti. »

Il y a aussi l'histoire de cette musulmane, chez laquelle on suspecte une tuberculose contagieuse, mais

qui refuse une radio des poumons. On la rassure : elle sera prise en charge par une femme. Elle persiste : le cliché pourra être lu par des hommes, qui percevront la forme de ses seins... Résultat, s'agace Isabelle Lévy, « huit jours pour la convaincre. Huit jours d'hospitalisation aux frais de la Sécurité sociale sans recevoir aucun soin lié à la pathologie soupçonnée ». Parfois, « ils nous ont à l'usure, soupire une anesthésiste. Après avoir parlé pendant des heures pour obtenir que ma patiente se mette en tenue de bloc, je l'ai retrouvée en total look Belphégor. Je me suis dit : si elle est infectée, tant pis pour elle... ». Aux urgences de l'hôpital Avicenne, à Bobigny, une infirmière raconte accueillir « environ deux femmes en niqab par semaine ». « On leur demande gentiment de se découvrir le visage, rapporte-t-elle. En général, elles obtiennent. Quant au mari, on lui dit fermement que s'il veut choisir le médecin, il faut aller dans le privé. Je n'ai jamais vu de problème. » Mais « plus oppressantes encore », poursuit l'infirmière, sont les familles des témoins de Jéhovah : « Pour être sûrs de ne pas être transfusés, ils arrivent à avoir des complices dans les banques de sang et jusqu'au bloc ! »

Représentante des usagers à l'AP-HP, Marie Citrini constate « l'apparition, depuis deux ans, de courriers faisant état de discriminations religieuses ». « En raison de la récurrence de certaines revendications, poursuit-elle, une vraie crispation s'installe des deux côtés, d'autant plus que les réclamations sont souvent portées par des organisations militantes comme le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) ». Des chambres transformées en mosquées cinq fois par jour, des patients refusant de se faire laver par les soignants, des crèches de Noël dans les lieux communs, des médecins voilés refusant les patients de sexe masculin... voilà quelques extraits des derniers comptes rendus de sessions d'Isabelle Lévy. « Les grignotages de l'espace public par le religieux progressent, constate la formatrice. La plupart des difficultés sont liées aux musulmans. Ces situations ne relèvent pas de l'ordinaire hospitalier, mais il ne s'agit pas non plus de cas isolés. »

Du côté du personnel, le « grignotage » est également visible. Très réticente à communiquer sur le sujet, l'AP-HP le reconnaît à demi-mot. En témoignage cette note de décembre 2015, à l'attention des directeurs d'hôpitaux, signée du directeur général, Martin Hirsch. « Nous avons été saisis par plusieurs d'entre vous de demandes visant à ce qu'une instruction claire concernant les tenues vestimentaires des personnels soit donnée, écrit-il, rappelant au passage le récent rejet, par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), de la requête d'une employée voilée. Le port de la charlotte ou de tout autre couvre-chef ne doit pas être admis en dehors des lieux dans lesquels ils sont préconisés. Il en est de même des vêtements couvrants. »

Des stagiaires voilées, cette chargée des ressources humaines dans un établissement parisien en voit « de plus en plus chaque année ». « Ça reste à la marge, mais cela nous interpelle tout de même, confie-t-elle. Parfois, elles trichent en mettant un bandeau, une charlotte, ce qui compliqué à gérer, c'est le personnel inté-



Je fais signer une charte de la laïcité dès la première prise en charge. Et si une femme suivie pour une stérilité refuse une échographie effectuée par un homme, on arrête le traitement !

DR GHADA HATEM, GYNÉCOLOGUE À L'HÔPITAL DELAFONTAINE, À SAINT-DENIS

maire venant du Maghreb : je me souviens avoir fait des remontrances à des médecins voilés portant des manches longues, sans succès ! On se dit que de toute façon elles vont repartir bientôt, mais en attendant, l'effet est dévastateur sur nos étudiantes... » À l'université, « de plus en plus de mes étudiantes portent le voile et sont dans la revendication, constate justement un professeur de chirurgie. Certaines disent vouloir devenir généralistes et ne s'occuper que de femmes... ». Au syndicat SUD d'Avicenne, on déplore quelques entorses à la laïcité : « Les élèves infirmières vont déjeuner au self voilées, indique une déléguée. On l'a signalé plusieurs fois à la direction, mais on nous répond que c'est compliqué... » L'AP-HP n'a pas autorisé la direction d'Avicenne à parler au Figaro.

Dans un autre hôpital, c'est un obstétricien catholique qui déroge à la laïcité. « Ce spécialiste des grossesses pathologiques n'a pas encore annoncé à une patiente qu'elle attend un enfant polyhandicapé, indique Isabelle Lévy. Il pense qu'à quatre mois de grossesse, la patiente hésitera à demander une interruption thérapeutique de grossesse. Tout le personnel est au courant, mais personnel n'ose rien dire... » Lecture de la Bible ou du Coran, prières ostensibles avec tapis ou encore thé à la menthe en salle de stérilisation, la encore « tout le monde se couvre, témoigne une infirmière. Même si on craint toujours un accident lorsqu'un collègue abandonne son poste pour aller prier, si on proteste, ce se retourne contre nous : les chefs de service ont trop peur des grèves ou d'être traités d'islamophobes ».

« Dans l'urgence, nécessité prévaut »
Libanaise arrivée en France il y a plus de trente ans, le Dr Ghada Hatem défend « une laïcité non négociable. Ni avec le personnel, ni avec les étudiants en médecine ». « J'ai vu les signes religieux ostentatoires se multiplier, alors que dans mon pays il n'y en avait pas autant, soufite la gynécologue... C'est douloureux d'être trappée par tout cela ! » Pour elle, « il ne faut pas s'embarrasser de précautions qui n'ont pas lieu d'être » : « Je fais signer une charte de la laïcité dès la première prise en charge, explique-t-elle. Et si une femme suivie pour une stérilité refuse une échographie effectuée par un homme, on arrête le traitement. » Ancien membre du Comité consultatif national d'éthique (CCNE), le Pr Sadek Beaulieu, professeur d'anesthésie-réanimation, préconise le dialogue : « Si je peux respecter la pudeur, je le fais, assure-t-il. Mais dans l'urgence, nécessité prévaut. Si une femme me refuse en tant que médecin homme, je lui explique qu'elle m'insulte : cela signifie qu'elle me soupçonne d'être animé d'une pensée concupiscente à son égard ! Résultat, dans mon hôpital, les problèmes réels se comptent sur les doigts de la main. »

Même approche chez le Pr Jean-François Oury, chef du service gynécologie-obstétrique à l'hôpital Robert-Debré. Après son agression, en 2006, par un mari violent, « on a beaucoup travaillé à désamorcer tout conflit, indique-t-il. On explique le fonctionnement du service dès le départ : à 2 heures du matin, si le chef est un homme, eh bien c'est un homme ! ». Le Pr Bernard Debré, ancien chef du service d'urologie à Cochin, approuve : « Quand il y a des problèmes, c'est l'autorité du chef de service qu'il faut montrer, pas des guides ou des affichages ! » La fermeté, voilà le secret, abonde un médecin dans un hôpital de banlieue : « Comme nous n'avons jamais cédé aux exigences loufoques, cela se sait, et les plus religieux évitent notre établissement. » À Robert-Debré, le Pr Oury constate lui aussi qu'« alors qu'on avait très régulièrement des patientes en niqab, on n'en a presque plus ». « Le signe que cela va mieux ? s'interroge-t-il. Ou bien qu'elles vont ailleurs ? » ■

Ed. Presses de la Renaissance, 2011

Le Figaro
(16 février 2016)
«Laïcité à l'hôpital»

Le JSD n°1073
(Du 24 février au 1 mars 2016)
«ados enceintes»

Le JSD n°1073
(Du 24 février au 1 mars 2016)
«AVC»

Ados enceintes

Initiative originale à Delafontaine, l'équipe de la maternité invite à la projection en avant-première d'*Elles, les filles du Plessis*, téléfilm de Bénédicte Delmas, inspiré d'une histoire vraie en 1971. La réalisatrice sera présente ainsi que certaines de ses actrices pour un échange sur ce foyer, parmi d'autres, où les mineures enceintes étaient hébergées après avoir été exclues de l'école. Jeudi 3 mars à 18 h, à la salle polyvalente de l'hôpital.

Delafontaine abrite le nerf de la lutte contre l'AVC



L'imagerie cérébrale est essentielle dans la détection de l'AVC.

Service de neurologie. L'année dernière, la capacité d'accueil de l'unité neurovasculaire a augmenté de 60 %. L'unité de soins intensifs traite la moitié des accidents vasculaires cérébraux du département.

Quand le service de neurologie du centre hospitalier de Saint-Denis a commencé à mettre en place, dès la fin des années 1990, une unité neurovasculaire (UNV), pour la prise en charge des accidents vasculaires cérébraux (AVC), il existait alors peu de structures semblables. « En 1995, il devait y en avoir une vingtaine, dans les centres hospitaliers universitaires », estime Thomas De Broucker, le chef du service de neurologie de Delafontaine. « Aujourd'hui, il y en a 140 dans le pays, dont 20 en Île-de-France. »

« Dès le début, on a utilisé à plein la structure », continue le médecin. L'année dernière, la capacité d'accueil a été augmentée de 60 %. La neurologie occupe désormais tout le quatrième

étage de l'hôpital, où l'on trouve 48 lits au lieu de 30 auparavant. 8 lits constituent l'unité de soins intensifs, qui doit recevoir la moitié des AVC de Seine-Saint-Denis. Dans le département, il n'y a qu'une autre UNV, à Aulnay. « Un AVC, c'est une artère qui se bouche (infarctus cérébral) ou se rompt (hémorragie cérébrale) », explique le Dr De Broucker.

Des médecins de garde 24 heures sur 24

« C'est un événement brutal qu'il faut traiter dans les minutes qui suivent. Cela nécessite une collaboration entre le Samu, les urgences, la radiologie et la neurologie. Des médecins de chaque service sont de garde sept jours sur sept, 24 heures sur 24. » Ensuite, quand le cas médical est moins aigu, le patient est transféré vers l'un des vingt lits d'aval de l'UNV, où exercent des personnels paramédicaux spécifiquement formés à la prise en charge de patients qui souffrent parfois de séquelles lourdes, hémiplégie, troubles du langage, avec perte importante d'autonomie. L'équipe inclut infirmières et aides-soignantes, ergothéra-

peutes, kinés, orthophonistes (pour les troubles du langage), psychologues et neuropsychologues. « Le retentissement de la maladie est souvent majeur pour les patients et leur famille. C'est difficile aussi pour les personnels, face à des personnes en situation de dépendance et de vulnérabilité totales », témoigne pudiquement le médecin.

Depuis l'augmentation des capacités, une difficulté demeure : avec un service social débordé et une population très précaire, il est difficile de libérer les lits. « Les structures de soins de suite sont en nombre suffisant sur le territoire, mais un grand nombre d'entre elles sont des structures privées qui se financent grâce au surplus des mutuelles. La plupart des patients ici n'ont pas de mutuelle... », regrette le neurologue. Les patients solvables, qui ont un projet de sortie, peuvent y accéder. Les patients les plus fragiles socialement restent à l'hôpital public et, parfois, faute de place, dans des structures qui ne sont pas les mieux adaptées à la rééducation.

Cette frustration n'enlève rien à l'orgueil de travailler dans un service qui utilise les traitements les plus pointus, jusqu'à la thrombectomie mécanique. Et qui déploie des efforts inlassables de prévention, coordonnés par l'animatrice de filière, Marie-Joëlle Dejouet. Son prochain projet : lundi 14 mars, à l'Écran, le film d'Emmanuel Finkiel, *Je suis*, consacré à l'après-AVC, en présence du service de réadaptation physique de l'hôpital. ●

Sébastien Banse



YANN MAMBERT

« L'AVC est un événement brutal qu'il faut traiter dans les minutes qui suivent. Cela nécessite une collaboration entre le Samu, les urgences, la radiologie et la neurologie », détaille le Dr De Broucker.

LCI
(Du 22 février 2016)
«La Laïcité à l'Hôpital»



Isabelle Lévy - Ghada Hatem-Gantzer

La maison des femmes, le projet solidaire de Ghada Hatem pour lutter contre les inégalités et les violences

Accès aux soins • 29/02/2016 Tags : Parole d'expert, Prévention



Chef de service-Adjoint à la maternité Delafontaine de Saint-Denis, Ghada Hatem, voit régulièrement en consultation des femmes en grande précarité, et parfois victimes de violences. Pour mieux les accueillir et les soutenir, elle a souhaité un espace qui leur soit dédié.

C'est ainsi qu'est né le projet de la maison des femmes. « Mauvaise alimentation, maltraitance, diabète, elles ont de bonnes raisons de se faire soigner, mais renoncent souvent à aller en consultation. Evidemment, le coût n'est pas en cause car les soins sont gratuits, mais d'une part elles craignent de ne pas y avoir droit, d'autre part, elles n'ont pas le réflexe », explique ce médecin à la maternité Delafontaine de Saint-Denis. En effet, la prévention ne fait pas partie de leur conception du soin. De plus, elles ont souvent plusieurs enfants à charge, qu'elles ne savent pas comment faire garder.

Voix des patients
(Du 29 février 2016)
«La maison des femmes, le projet solidaire de Ghada Hatem»

« Elles ne se sentent concernées ni par le frottis ni par la mammo, quand leur préoccupation est surtout de savoir où elles vont dormir le soir même, et ce qu'elles vont manger »,

explique-t-elle.

Dans cette maison, les associations vont pouvoir tenir des permanences. « Ce sera un lieu plus accueillant que l'hôpital pour faire de la sensibilisation. Toute l'équipe du planning familial sera sur place (médecins, infirmières, conseillères conjugales...).

« Parmi les femmes qui viendront consulter, certaines ont fui des pays en guerre où elles étaient victimes de viol, d'autres ont subi une excision, l'inceste, d'autres sont des situations sociales et financières plus que critiques »,

souligne Ghada Hatem. Des consultations variées (orthogénie, contraception, avortement médicamenteux, réparation de l'excision...), dispensées par des chirurgiens, des psychologues, des gynécologues... auront lieu dans l'enceinte de ce nouveau lieu, attenant à l'hôpital mais avec une entrée indépendante pour donner le sentiment d'une plus grande accessibilité. Il sera ouvert 5 jours sur 7.

Une assistance juridique ainsi que des groupes de parole sont également prévus dans l'enceinte de cette maison. Enfin, un partenariat avec le commissariat est en cours pour faciliter les dépôts de plaintes.

Pour communiquer sur cet espace dédié aux femmes, Ghada Hatem compte beaucoup sur les municipalités du département qui soutiennent le projet, à commencer par celle de Saint Denis.

Très concernée par les problématiques d'inégalités d'accès aux soins, la fondation Roche a souhaité soutenir cette maison des femmes, qui ouvrira en juin prochain. En attendant, le 8 mars, dans le cadre de la journée de la femme, la Maison des Femmes de l'hôpital Delafontaine en partenariat avec la mairie de Saint-Denis et tous les partenaires promoteurs du projet invite le public, d'abord pour une visite de la basilique à 12h15. Puis, à partir de 14h, pour un déjeuner à proximité du chantier de la Maison des Femmes, dans la salle polyvalente de l'hôpital. L'occasion d'assister à un spectacle avec un show case d'Inna Modja (elle-même concernée par la mutilation), des lectures autour des violences faites aux femmes, un spectacle de danse Hip-Hop avec Team Rocket et une présentation des bandes dessinées de Riad Satouf. Pour confirmer votre présence (avant le 1er mars) à cet événement solidaire, envoyez un mail à secretariat.deux@ch-stdenis.fr

Ghada Hatem

Réparer les vivantes

Mardi, la gynécologue-obstétricienne inaugure une Maison pour les femmes, victimes de l'excision et de violences conjugales. Retour sur son parcours, du Liban à Saint-Denis, en passant par un hôpital de la CGT et un établissement militaire

ANNE-LAURE BARRET @AnneLaureBarret

C'est l'histoire d'un « hold-up » dans le 9-3. Son auteure, malicieuse, rit d'avoir le profil cliché d'une délinquante : nom et prénom arabes, double nationalité franco-libanaise, dotée de trois frères donc surentraînée à la castagne, rétive à l'autorité quand ce n'est pas elle qui l'exerce. Ghada Hatem, gynécologue-obstétricienne à l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis, a entrepris de rançonner les riches pour mieux soigner les pauvres. Les faits se sont déroulés le 8 mars 2014, durant cette journée « presque humiliante, superdébile comme la fête des grands-mères » mais « utile quand même puisqu'elle permet de témoigner, de trouver des sous ».

À l'époque patronne de la maternité, la docteure Hatem berce une idée : créer une « maison », en lisière de l'hôpital, ouverte sur la ville, pour mieux prendre en charge la santé, physique et psychique, des femmes du département. Conquise, la directrice du centre hospitalier accepte de fournir le terrain (une friche polluée) mais pas un euro pour payer les murs. Les collectivités locales, endettées, traînent des pieds, et les médecins des beaux quartiers envoient des lettres types de refus. « Je n'avais pas grand-chose dans les poches alors j'ai décidé de poser la première pierre, au bluff. » Ce jour-là, celle qui était alors son unique financeur, la présidente de la fondation Kering (François Pinault), met quasiment le pistolet sur la tempe du président du conseil départemental : « J'ai donné 75.000 €, à vous d'en faire autant ! »

« Elle a réussi à m'arracher 50.000 € »

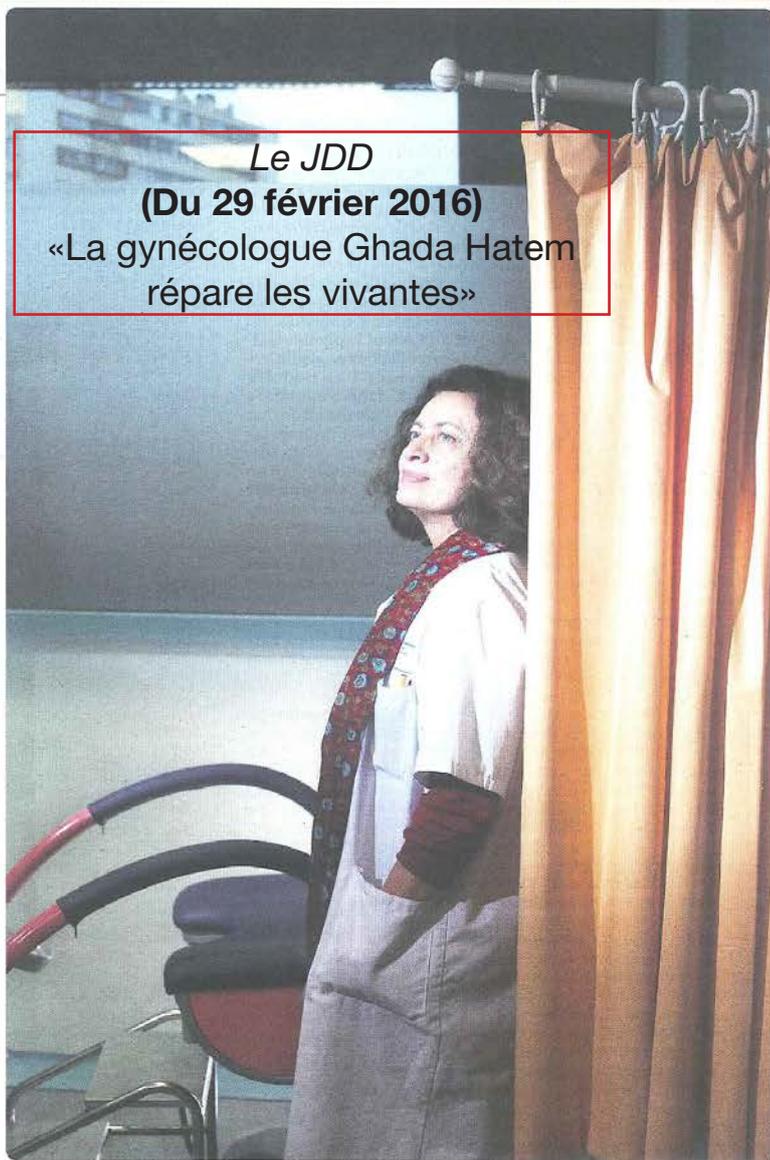
Moins de deux ans et demi plus tard et après avoir collecté 900.000 €, la Maison des femmes ouvrira ses portes en juin 2016. L'établissement, qui abritera un planning familial (contraception, avortement), proposera des consultations pour les femmes excisées, victimes de violences conjugales, de viols ou d'inceste. « Le créneau, c'est femmes en galère », résume Ghada Hatem, 56 ans, droite comme

un I derrière son bouclier de gouaille et d'humour. À ses côtés, ce 8 mars, pour l'inauguration, plusieurs pros du social ou de la santé, féministes engagées de longue date en Seine-Saint-Denis. « Sa capacité à trouver de l'argent, à fédérer les énergies, son entregent, c'est rare. Ghada a rêvé un truc, elle l'a fait », admire l'une d'elles, la docteure Emmanuelle Piet. Beau joueur, Stéphane Troussel, le président PS du conseil départemental, vante, lui aussi, « son énergie, sa force de conviction, son autorité » : « La preuve, elle a réussi à m'arracher 50.000 € ! »

Quand ses jeunes collègues l'interrogent sur les secrets d'une vie pleine, Ghada Hatem évoque « l'âme aventureuse et conquérante des Libanais, partout chez eux à condition de pouvoir se faire un café turc. » Elle ressort son « couplet sur la sérendipité » : « Lorsqu'il se passe quelque chose par hasard, vous savez quoi en faire. La CGT, qui gère les Bluets, une maternité magique où a été inventé l'accouchement sans douleur, un esprit pro-IVG, s'était mis en tête de changer l'équipe médicale. Certes, je n'avais que 32 ans et je venais d'avoir mon troisième enfant, mais j'ai dit oui ! »

Quelques années plus tard, un ancien interne la recrute à l'hôpital militaire Bégin, à Saint-Mandé. « La petite Libanaise antimilitariste et de gauche » passera huit ans sous le calot de colonelle. « J'y ai appris l'organisation, le management des hommes. »

Depuis qu'elle a atterri à Saint-Denis en 2010, c'est-à-dire en terre inconnue, cette femme issue de la bourgeoisie libanaise francophile, ancrée avec son époux, un ingénieur français, dans la très chic Vincennes, cherche à y marier « l'âme de fraternité » de la maternité Saint-Vincent-de-Paul, où elle a appris l'obstétrique et noué des amitiés à vie, l'esprit militant des Bluets et l'organisation carrée de l'armée. « J'ai la chance d'avoir une équipe solide, une superbande de jeunes. Il est difficile de construire quand on est seul. » En peu de temps, la bossesse, allergique aux 35 heures, qui visite des hôpitaux à l'étranger durant ses vacances en quête d'inspiration, a fait exploser le nombre des naissances, révisé les procédures de sécurité, monté un centre



Ghada Hatem, mardi, à l'hôpital Delafontaine, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). ERIC DESSONS/JDD

1959
Naissance à Beyrouth (Liban)

1977
Étudiante en médecine à Paris

1992
Chef de service à l'hôpital parisien des Bluets

2010
Arrivée à la maternité de l'hôpital de Saint-Denis

2013
Création d'une unité de chirurgie réparatrice pour femmes excisées

2016
Inaugure la Maison des femmes

Le JDD

(Du 29 février 2016)

« La gynécologue Ghada Hatem répare les vivantes »

de fécondation in vitro.

Pour lutter contre le désarroi qui la guette comme tous les soignants inquiets de voir l'humain sacrifié au nom de la rentabilité, elle compte sur ses patientes. « Elles me font trop rire. » Ce matin, une Bangladaise mal à l'aise en français a confondu la balance et la table d'examen. La médecin l'a incitée à poursuivre son apprentissage de la langue. « Je veux revoir vous », a osé la timide dame en sortant. Souvent, elle aurait envie de pleurer en entendant leurs histoires. « Je serais morte douze fois à la place de certaines », soupire-t-elle.

« En novembre, on se serait cru à Beyrouth dans les bons jours ! »

Pourquoi s'acharner à réparer les vivantes, jusqu'à apprendre la chirurgie reconstructrice de l'excision à 50 ans passés, auprès de l'urologue pionnier Pierre Foldes ? « Allez, on sort les mouchoirs ? » En 1977, Ghada Hatem quitte Beyrouth pour étudier à Paris, son père avant elle, mais surtout pour fuir la guerre. Depuis des mois, la jeune fille ne va presque plus au lycée français et « habite dans l'escalier » afin « d'échapper aux obus ». « Très pratique pour lire Sartre et Beauvoir ! », rigole cette grande lectrice. « Avec un peu de chance, ça ne tombe pas sur vous. »

Le 18 novembre 2015, Ghada Hatem est appelée à 7 heures du matin par le médecin de garde à la maternité. Ça tonne sec à Saint-Denis : le Raid a lancé l'assaut

contre la planque d'Abaaoud, coordinateur présumé des attentats du 13 novembre. « Tout le monde était tétanisé. Moi, non. On se serait cru à Beyrouth dans les bons jours ! » Sous le second degré, une inquiétude face au terrorisme et à toutes les entorses quotidiennes à la laïcité qui menacent à ses yeux son refuge, la France des Lumières. « Je viens d'un pays où un musulman ne peut pas épouser une chrétienne puisque le mariage civil n'existe pas. » Issue d'une famille chrétienne maronite assez ouverte pour avoir donné des prénoms musulmans à trois de ses enfants, Ghadam Hatem n'a « encore jamais rencontré Dieu ». Comme nombre de féministes de sa génération, elle rabroue ceux qui brandissent le leur. « À l'hôpital, on soigne beaucoup d'« emballées ». Quand la confiance est établie, je leur demande pourquoi ce voile. »

Il y a deux ans, le 8 mars 2014, en posant la vraie fausse première pierre de la Maison des femmes, Ghada Hatem a serré les dents. Son père, Georges, un grand bâtisseur qui a notamment construit le réseau téléphonique du Liban, avait été enterré la veille. L'ingénieur passionné de poésie lui a transmis la force d'aller au bout de ses rêves et surtout de penser par elle-même. « Il m'a appris que tout se questionnait. Il était heureux que je n'aie pas un destin de fille. Je n'ai pas été, comme mes copines élevées dans les écoles religieuses, obligée d'être sage. Il m'a libérée. »

lejdd.fr Notre interview vidéo

RFI
(Du 29 février 2016)
«Accès à la contraception»

PRIORITÉ SANTÉ



Accès à la contraception

Par **Claire Hédon**

Diffusion : mardi 8 mars 2016



Contraception. | ©DR



Réagir

A l'occasion de la Journée de la femme, nous abordons la question de l'accès à la contraception. Préservatif, pilule, stérilet, anneaux, implants... quelle contraception choisir ? Comment les rendre plus facilement accessibles dans les pays en développement ?

Nos invités:

- **Dr Ghada Hatem**, chef du Service Gynécologie-obstétrique de la Maternité de l'Hôpital Delafontaine en Seine-Saint-Denis, en région parisienne.
- **Dr Monique Onomo-Jong**, gynécologue obstétricienne à Douala au Cameroun.

Chaque année, 47 000 femmes meurent des suites d'un avortement à risque. **Elise Petitpas**, coordinatrice technique et plaidoyer - Grossesses non désirées pour **Médecins du Monde** souligne l'importance du droit à l'avortement.

En fin d'émission, nous parlerons de la 5ème Journée humanitaire sur la santé des femmes organisée par l'ONG Gynécologie sans frontières qui portera sur 2 thématiques : comment mieux lutter contre la mortalité maternelle ? Quelles sont les avancées de l'Assistance Médicale à la Procréation dans les pays en développement ? Avec le **Dr Richard Beddock**, vice-président de l'Association **Gynécologie Sans Frontières**, gynécologue obstétricien et chef de service adjoint de la Maternité des Diaconesses à Paris.

Saint-Denis : la Maison des Femmes prend forme

Par **Fanny Bouward**, *France Bleu 107.1*
Mardi 8 mars 2016 à 23:31



La Maison des Femmes encore en chantier - Fanny Bouward

Ce mardi à Saint-Denis, la Maison des Femmes a été symboliquement inaugurée, juste à côté de l'hôpital Delafontaine. A partir du mois de juin, elle abritera le planning familial et proposera des consultations pour les femmes victimes de violences.

Deux ans jour pour jour après la pose de la première pierre, la Maison des Femmes de Saint-Denis a été symboliquement inaugurée, ce mardi. Sans officiels, ni ruban tricolore. Les travaux ne sont pas tout à fait finis, mais le plus important est là pour le docteur Ghada Hatem, la gynécologue-obstétricienne et chef de la maternité de l'hôpital Delafontaine. "D'ici mi-juin nous pourrons accueillir les femmes dans notre nouveau centre", explique-t-elle, fière du travail accompli. "Ça a été un combat d'arriver là, convaincre les partenaires et trouver de l'argent". 850.000 euros qu'elle a récolté auprès des collectivités et de fondations privées.

Venir en aide aux femmes excisées de Seine-Saint-Denis

Cette nouvelle structure accueillera le planning familial et proposera des consultations pour les femmes victimes de violences.

“Entre ces murs, il n'y aura pas de tabou” Ghada Hatem

"Il y a en Seine-Saint-Denis beaucoup d'immigration et de fortes précarités. Ce sont des facteurs qui augmentent les difficultés que rencontrent les femmes, souligne la gynécologue. Quand je suis arrivée ici j'ai découvert que beaucoup de femmes sont excisées." 14% des 4.500 femmes qui accouchent chaque année à la maternité de l'hôpital Delafontaine, selon un audit interne. Sexologues, chirurgiens et psychologues accompagneront donc ces femmes dans leur reconstruction au sein de la Maison des Femmes.

Une marraine engagée : la chanteuse Inna Modja

C'est la chanteuse et mannequin malienne Inna Modja qui a été choisie comme marraine de la structure. Elle-même victime d'excision, elle a fait de la lutte contre les mutilations son combat.

“De nombreuses femmes m'écrivent pour me parler de ce qu'elles ont vécu et je suis maintenant heureuse de pouvoir les diriger vers Ghada et la Maison des Femmes” Inna Modja

France bleu
(Du 8 mars 2016)
«Maison des femmes»

A Saint-Denis, une maison des femmes contre les violences conjugales

Pour venir en aide aux femmes victimes des violences de leur compagnon, une femme, médecin docteur Ghada Hatem-Gantzer ouvre la "maison des femmes", une structure d'accueil et d'aide
Par Christian Meyze | Publié le 08/03/2016 | 11:41, mis à jour le 08/03/2016 | 12:04

1 Partager Tweeter Partager A+ A-



© France3 Paris

En 2016, une femme meurt, tous les trois jours, sous les coups de son compagnon. Derrière ce chiffre, une réalité, dramatique, qui touche aussi bien les riches que les pauvres. Et parfois, dans certains territoires, comme la Seine Saint-Denis, la précarité économique aggrave encore la situation. C'est pour venir en aide à ces femmes que la maison des femmes est inaugurée. Norbert Cohen et Nicolas Metauer

France 3 Paris Ile-de-France
(Du 8 mars 2016)
«Une maison des femmes contre les violences conjugales»

Saint-Denis : la Maison des Femmes avance en chanson

08 Mars 2016, 18h40 | MAJ : 08 Mars 2016, 18h40



RÉAGIR

Saint-Denis, ce mardi. La chanteuse Inna Modja est la marraine de la future «Maison des femmes », qui ouvrira en septembre au sein de l'hôpital Delafontaine. (LP/J.-G.B.)

Pas encore de coupure de ruban, mais l'inauguration n'a jamais été aussi proche. Deux ans après la pose de la première pierre, le chantier de la «Maison des femmes » de l'hôpital Delafontaine, à Saint-Denis, a franchi une nouvelle étape en ce mardi de journée internationale du droit des femmes, avec un concert d'Inna Modja dans les sous-sols de la maternité.

La chanteuse est la marraine de cette «Maison des femmes » dont la construction touche à sa fin, sur un bout de l'ancien parking. «Inna nous soutient depuis le début, elle est sensible à la question des mutilations », explique le docteur Ghada Hatem. La chef de la maternité est à l'origine de ce projet de maison, qui sera, dès septembre, un lieu de parole, de prévention et d'accueil de femmes en souffrance, victimes d'excision qui représentent 15 % des 4000 patientes qui accouchent chaque année à Delafontaine.

Une maison tout en couleur qui ouvrira en septembre



Le Parisien
(Du 8 mars 2016)
«La maison des femmes
avance en chanson»

SFR ET TOUT S'ACCÉLÈRE

SFR Fibre Mobile Fibre + Mobile Découvrez SFR Espace Client



VIDEO. "Je rêve qu'un jour il n'y ait plus besoin de la journée des femmes"

Mardi, la gynécologue-obstétricienne Ghada Hatem inaugure à Saint-Denis, une Maison pour les femmes, victimes de l'excision et de violences conjugales.

Moins de deux ans et demi plus tard et après avoir collecté 900 000 euros, la Maison des femmes ouvrira ses portes en juin 2016. L'établissement, qui abritera un planning familial (contraception, avortement), proposera des consultations pour les femmes excisées, victimes de violences conjugales, de viols ou d'inceste. "Le créneau, c'est femmes en galère", résume sa créatrice, la gynécologue-obstétricienne, Ghada Hatem, 56 ans, droite comme un i derrière son bouchon de goulache et d'humour.

À ses côtés, ce 8 mars, pour l'inauguration, plusieurs pros du social ou de la santé, féministes engagées de longue date en Seine-Saint-Denis. "Sa capacité à trouver de l'argent, à fédérer les énergies, son entregent, c'est rare. Ghada a rêvé un truc, elle l'a fait", admet l'une d'elles, la docteure Emmanuelle Piet. Beau joueur, Stéphane Troussel, le président PS du conseil départemental, vante lui aussi "son énergie, sa force de conviction, son autisme".

Du Liban à Saint-Denis, en passant par une clinique de la CGT et un hôpital militaire, retrouvez notre grand portrait de Ghada Hatem, qui répare les vivantes. Retrouvez le JDD en kiosques, sur iPad ou sur Internet. Découvrez également nos offres d'abonnement.

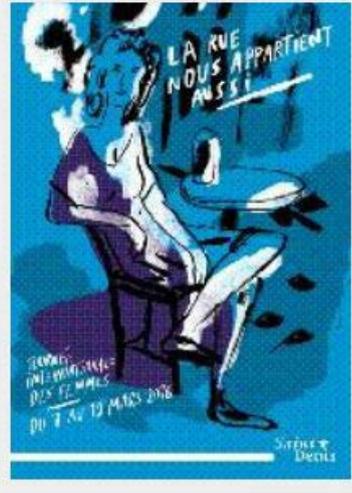
SFR
(Du 8 mars 2016)
«Je rêve qu'un jour il n'y ait plus besoin de la journée des femmes»

EVÉNEMENT

A⁻ A⁰ A⁺   

Du 07 mars au 19 mars
Journée internationale des femmes

Aujourd'hui encore, la liberté d'aller et venir dans les rues, parfois même de s'asseoir en terrasse, sans se faire harceler ou interpellé n'est toujours pas acquise pour les femmes. C'est pourquoi, à Saint-Denis, la journée internationale des femmes sera abordée sous l'angle des femmes dans l'espace public. Aux rencontres-débats sur ce thème s'ajouteront des projections de films, des expositions, etc., sur les nombreuses luttes féministes. Du 7 au 19 mars sur l'ensemble de la ville.



Temps forts du programme

- **le sport, levier d'émancipation pour les femmes**, lundi 7 mars à 14h à l'hôtel de ville
- **La maison des femmes**, mardi 8 mars à 14h à l'hôpital Delafontaine
- **Le harcèlement sexuel dans l'espace public**, jeudi 10 mars à 18h30 à l'hôtel de ville
- **Place aux femmes !** samedi 12 mars de 14h à 19h place du Caquet

Avec la programmation de trois concerts :

- > **Rap'Elles** : chanter, raper, fédérer les savoirs, les expériences et les réalisations sur le Rap et les musiques populaires, tel est l'ambition du groupe, créé par manque de représentation de minorité de genre.
- > **Eau'Rageuses** : musique féministe révoltée, poétique et parfois théâtrale, au croisement de plusieurs styles : bossa nova, jazz, blues et slam.
- > **Zolan** : Du plus profond de la langue française, Zolan'Gono chante un exil immémorial. Accompagnée à l'accordéon par Natalya N'Rouv.

Site de la ville de Saint-Denis
(Du 7 mars 2016)
«Journée internationale des femmes»

Le JSD n°1075
(Du 9 mars 2016)
«Maison des femmes»



Maison des femmes

Présentée à l'occasion du 8 mars, la Maison des femmes voulue par Ghada Hatem, adjointe au chef service de la maternité de l'hôpital Delafontaine, ouvrira en septembre avec une vingtaine de professionnels du Planning familial. Conçue par l'architecte Bérangère Sabatier, elle a été financée pour un montant de 932 000 € par des fondations d'entreprises pour l'essentiel. M.L.

Le JSD n°1075
(Du 9 mars 2016)
«L'activité physique adaptée,
c'est la santé»

Delafontaine se met au sport p.3



L'activité physique adaptée, c'est la santé



Martin, éducateur sportif, anime les séances d'activité physique adaptée proposées par l'hôpital.

Delafontaine.

L'hôpital propose une heure de sport hebdomadaire, gratuite et prescrite par un médecin, à des patients souffrant de cancer, diabète, surcharge pondérale. Et va l'ouvrir aux pathologies chroniques telles que drépanocytose, VIH, sevrage alcoolique...

Maria est la nouvelle venue cette semaine et Martin, l'éducateur sportif, la met à l'aise avant de commencer la séance : « Allez à votre rythme, pas à celui des autres. On fera une pause, mais si vous êtes fatiguée, arrêtez-vous. » Maria hoche la tête, et c'est parti pour une demi-heure de cardio, fractionnée en petits exercices, suivie d'un quart d'heure de renforcement musculaire. De quoi travailler l'endurance, la coordination, l'équilibre, sans forcer. La séance accueille six à dix personnes en moyenne, tous patients de l'hôpital Delafontaine. Cette heure hebdo-

madaire d'activité physique leur a été prescrite par un médecin, dans le cadre de leur traitement.

« Pas de jugement, pas de tabou »

Le dispositif a été inauguré il y a un an. « Avant il n'existait rien pour les patients en termes d'activité physique adaptée », se rappelle Rabia Shih, diététicienne, qui a monté le programme avec Sylvia Thouvin-Andres, infirmière d'annonce. Pourtant, les études montrent les bénéfices de l'activité physique régulière — sur le risque de récurrence pour le cancer, par exemple. « On a ciblé un nombre restreint de pathologies au départ : cancer, diabète, surcharge pondérale. Après un an, puisque les séances ne sont pas toujours pleines et qu'il y a une demande des médecins, on va élargir à toutes les pathologies chroniques : dyslipidémie, drépanocytose, VIH, sevrage alcoolique, etc. » Des médecins prescrivent aussi de l'activité physique avant une opération, comme dans le cas de Maria, qui doit subir l'ablation d'une partie de l'estomac.

En douze mois, 49 personnes ont bénéficié du dispositif. 53 %

ont entre 40 et 60 ans. 82 % sont des femmes. Il suffit d'être patient de l'hôpital d'avoir un certificat médical, qui peut éventuellement préciser certaines contre-indications. Le programme est gratuit : même si ce type de soins n'est pas encore remboursé par la Sécurité sociale, l'hôpital le prend à sa charge. À la base, le programme ciblait les populations précaires, pour lesquelles il y a un frein financier. Mais il y a d'autres blocages, notamment psychologiques, pour des personnes malades ou obèses, à aller dans une salle de sport. « Ici tout le monde est là pour sa santé », dit Rabia Shih. « Pas de jugement, pas de tabou. La peur des regards est vite surmontée. »

Le bilan de cette première année est encourageant : les patients ont témoigné que l'activité physique a eu des effets positifs sur leur sommeil, leur souplesse, leur moral, leur manière de s'alimenter... Pour une perte de poids significative, par contre, il faut plus d'une heure par semaine d'activité. « L'idée, c'est que cessoit un tremplin pour aller vers une activité physique régulière », explique Martin, l'éducateur médico-sportif, qui travaille pour Lacoms, un prestataire de programmes sport-santé. « On propose des exercices adaptés que les personnes peuvent reproduire chez elles facilement. » Trois participants sur quatre n'avaient jamais fait d'activité sportive auparavant. Maria était de celles-là. À la fin de l'heure, on lui demanda si c'était dur. « Non, pas trop. » Elle reviendra ? « Oui », sourit-elle. ●

Sébastien Banse



Sylvia Thouvin-Andres, infirmière d'annonce, et Rabia Shih, diététicienne, ont monté le programme qui, après une année, voit déjà des effets positifs sur la santé et le moral des patients.



Stéphane Troussel



Avec la Maison des Femmes à l'Hôpital Delafontaine, continuons l'Histoire de l'innovation sociale et la lutte pour les droits des femmes

La journée internationale pour les droits des femmes est chaque année l'occasion de rappeler les combats qui sont les nôtres pour avancer vers l'égalité entre les femmes et hommes, mais aussi de faire le point sur le chemin qu'il reste encore à parcourir.

Les pouvoirs publics ont un rôle majeur à jouer pour faire reculer les inégalités dans tous les domaines où elles sont présentes : au travail, dans le cadre familial, dans le sport, la culture, mais aussi évidemment dans l'espace public.

Peu d'initiatives en témoignent avec autant d'éloquence que celles que nous avons réalisées depuis quinze ans au Conseil départemental pour faire avancer les droits des femmes. Ainsi en 2002, le Conseil départemental créait l'Observatoire des Violences faites aux femmes, dont s'inspirent aujourd'hui bien d'autres territoires. En 2009, il inventait un téléphone portable d'alerte pour les femmes en très grand danger, que la Ministre des droits des femmes Najat Vallaud-Belkacem a souhaité étendre au reste de la France en 2014.

Aujourd'hui, à l'occasion de la journée internationale pour les droits des femmes du 8 mars, nous souhaitons prolonger cette dynamique de progrès en permettant au beau projet de Maison des Femmes à l'Hôpital Delafontaine de Saint-Denis de boucler son financement.

En effet, cette Maison des Femmes imaginée par l'équipe de l'hôpital a pour vocation d'être un espace dédié à toutes les femmes, notamment les plus vulnérables. Elle hébergera le service de Planning Familial de l'Hôpital Delafontaine qui accueille chaque année 3000 femmes et réalise 2000 consultations médicales de prévention et de soins. Mais elle permettra également la prise en charge des femmes victimes de violences et de mutilations sexuelles, la lutte contre les addictions, la vulnérabilité sociale, psychique et psychiatrique.

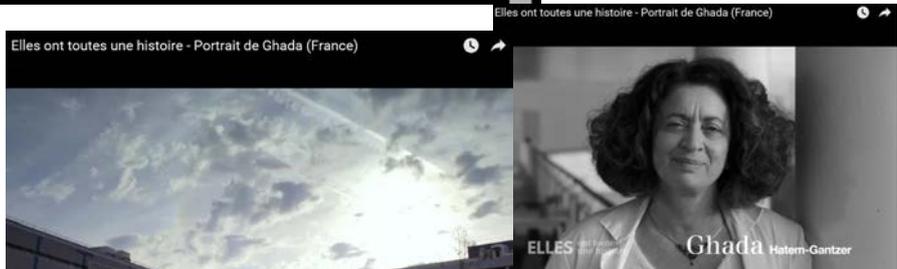
Alors que le projet de Maison des femmes est lancé depuis 2013, les financements manquent pour lui permettre de voir le jour. J'ai souhaité que le Conseil général participe à hauteur de 50.000 euros à la création de cette Maison, car je sais qu'elle répondra aux besoins particuliers des femmes de notre Département. Je souhaite désormais aller plus loin en m'engageant personnellement aux côtés des équipes de l'Hôpital Delafontaine pour trouver les fonds manquants. Ce sont des projets comme celui-là qui font notre identité, notre apport le plus précieux au reste du pays.



*Site Stéphane
Troussel*
(Du 7 mars 2016)
«Maison des
femmes»

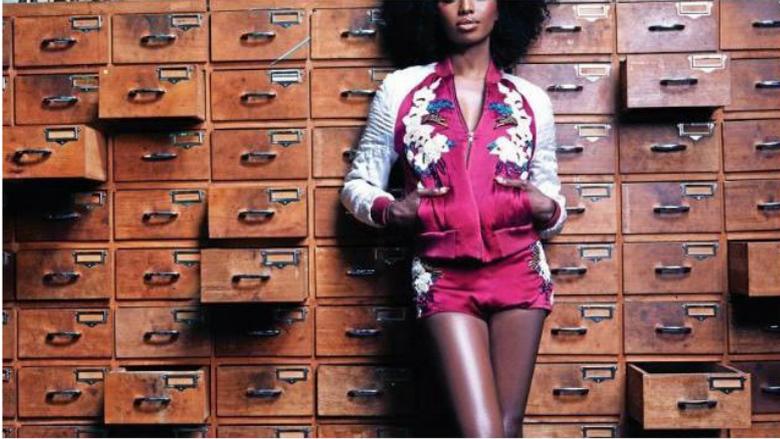


ELLES (YouTube)
(Du 7 mars 2016)
«Portrait de Ghada Hatem»



Inna Modja, chanteuse engagée, en concert ce soir

Saint-Brieuc - Publié le 15/04/2016 à 00:46



Achetez votre journal numérique

Recueilli par Véronique CONSTANCE.

La chanteuse et mannequin est l'une des invitées du festival Complet'Mandingue. À Robien, elle servira un mélange de musiques maliennes, d'électro-pop et de hip-hop.

Entretien

Inna Modja, chanteuse.

Qu'est-ce qui vous a amenée à la musique ?

J'ai grandi dans une famille de sept enfants, à Bamako, au Mali. Une famille où il n'y avait pas de musicien. Mais on écoutait beaucoup de musique à la maison. Mon père est fan de blues et de jazz. Ma mère adore la musique africaine. J'ai commencé à écrire mes premiers morceaux à l'âge de 15 ans. Désireuse d'avoir l'avis d'un artiste, j'ai frappé à la porte de Salif Keita, voisin de mes parents. Et j'ai intégré son groupe, le Rail Band. Complètement autodidacte, j'ai ensuite continué mon chemin artistique en apprenant et en écoutant différentes musiques.

À propos de « Motel Bamako », on lit sur votre site : « Cette fois, Inna se raconte, se libère comme une urgence qui brûle au fond d'elle, c'est alors que ses racines africaines enflamment son art... »

(Éclats de rire). C'est très beau... Je crois savoir qui a écrit cela. Plus sérieusement... L'urgence, oui. À travers les thèmes que j'aborde dans cet album. Jusqu'à présent, je n'avais ni eu l'occasion ni l'envie de les évoquer. Pour cet album, je me sentais plus à l'aise pour parler de mes combats, mes colères, mes déceptions et dénoncer les conflits touchant le Mali.

Vos combats, vos engagements : quels sont-ils ?

Depuis une dizaine d'années, je me suis impliquée dans la lutte contre l'excision. A l'âge de 5 ans, j'ai été victime de cette mutilation infligée par la soeur de ma grand-mère. En février dernier, à l'occasion de la Journée mondiale contre l'excision, j'ai témoigné au siège des Nations Unies à New York. Je donne aussi de mon temps à l'Amref. Une ONG de santé publique formant les sages-femmes en Afrique. Un autre engagement, très enrichissant humainement.

Comment arrivez-vous à trouver le temps pour tout ça ?

Je le prends. Cet engagement représente 50 % de mon temps à côté de la musique. Je suis aussi marraine de la maison des femmes de l'hôpital Delafontaine, à Saint-Denis, dont la construction s'achève. Cette structure accueillera le planning familial et des femmes en détresse, perdues, victimes de violences. J'y serai présente régulièrement à travers des groupes de parole. Car pour moi il est important de faire passer ce message : les violences ne définissent pas notre avenir et qui l'on est.

ouest france
(Du 15 avril 2016)
«Inna Modja, chanteuse engagée»

Saint-Denis : la ministre visite la maison pour les femmes violentées et excisées

N.R. | 21 Avril 2016, 19h20 | MAJ : 21 Avril 2016, 19h20



Saint-Denis. La première maison des femmes dédiée aux femmes victimes de violences ou de mutilations sexuelles va ouvrir en juin dans l'enceinte de l'hôpital Delafontaine. (DR)

Le Parisien
(Du 22 avril 2016)
«la ministre visite
la maison pour les
femmes violentées et
excisées»

Ce vendredi matin, Laurence Rossignol, ministre des Droits des femmes, se rend à la maison des femmes à Saint-Denis. Cette structure située dans l'enceinte de l'hôpital Delafontaine, est encore en chantier, mais elle s'apprête à accueillir en juin un projet pionnier en France autour des femmes en situation de détresse.

« Notre centre de planification familiale est en première ligne pour accueillir ces patientes, mais il n'est pas en mesure de répondre à la problématique plus spécifique des violences sexuelles et mutilations », explique la direction de l'hôpital Delafontaine.

D'où l'idée de créer ce lieu dédié, car cette problématique est loin d'être marginale à Saint-Denis. « Nous accouchons 4 500 femmes tous les ans, 33 % ont été excisées », précise l'hôpital.

Ce sera un lieu unique en France

Autre constat alarmant dressé par les équipes soignantes : « Nous avons été surpris de découvrir que beaucoup de femmes excisées étaient dans le déni de leur situation. » La maison des femmes abritera des équipes pluridisciplinaires, des consultations médicales, des psychologues et aussi des associations spécialisées. Le personnel, notamment les sages-femmes, sera tout particulièrement formé à la prise en charge de ce public.

Bien qu'elle soit située dans l'enceinte de l'hôpital, la maison des femmes sera ouverte sur la rue, permettant un accès direct et discret tout en étant proche des équipements hospitaliers.

Ce lieu unique en France a vu le jour grâce à un partenariat financier original. 900 000 € ont pu être réunis par certaines mairies du territoire, le conseil régional, le département, ainsi que par différentes fondations privées (Kering, Elle, Raja, L'Oréal, Terres Plurielles, Vente-Privée, Pièces Jaunes, Ponticelli, Air France, Aéroport de Paris, Roche).



SÉBASTIEN BANSE

Delafontaine. La ministre visite la Maison des femmes

Laurence Rossignol, ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes, est venue à l'hôpital Delafontaine, **vendredi 22 avril à 10 h 30**, pour visiter la Maison des femmes. Créée sous l'impulsion du Dr Ghada Hatem-Gantzer (ici en photo à la droite de la ministre), la Maison (1), qui occupe un pavillon indépendant dans le périmètre du centre hospitalier, se veut un **lieu d'accueil et de soins** dédié à toutes les problématiques qui concernent les femmes : contraception et IVG, accompagnement psychologique, violences sexuelles et conjugales, mutilations sexuelles ou encore parcours de grossesse. « **Ce qui est en train de se faire ici est exemplaire, car c'est un accompagnement global des femmes** », s'est réjouie la ministre après avoir visité la Maison, dont les travaux sont presque achevés : **elle ouvrira ses portes en juin 2016**. La Maison des femmes accueillera le planning familial. De par sa proximité avec la Maison du bébé, ce sera également une manière de travailler sur le lien mère-enfant. « **Cela va permettre d'améliorer l'unité de la prise en charge et la circulation entre les professionnels. En France, les femmes sont accompagnées dans toutes ces choses, mais souvent c'est cloisonné** », a ajouté M^{me} Rossignol. « **Ici, on met en œuvre le décroisonnement.** » **S.B.**

(1) Ce projet a été cofinancé par des fondations privées (Kering, Hôpitaux de France - Pièces Jaunes, Elle, Raja, l'Oréal, Terres Plurielles, vente-privée, Ponticelli, Air France, Aéroport de Paris, Roche) ainsi que par les collectivités territoriales (Ville, Département, Région et réserve parlementaire du député.)

Le JSD
(Du 22 avril 2016)
«La ministre visite la Maison des femmes»

Delafontaine contre l'AVC

« On a vu cent personnes aujourd'hui », compte Marie-Joëlle Dejouet. Mercredi 4 mai, un stand était dressé dans le hall de l'hôpital Delafontaine pour informer sur l'accident vasculaire cérébral (AVC), première cause de handicap chez l'adulte. « *Beaucoup de gens avec de l'hypertension artérielle. Un homme avait même une tension de 222/144... On l'a envoyé aux urgences* », raconte l'animatrice de la filière AVC. « *Une tension normale ne devrait pas dépasser 140/80* », précise Pauline, étudiante en 2^e année de soins infirmiers. Avec Radidja, une autre étudiante, elles ont informé les visiteurs, relevé leur tension artérielle – l'hypertension étant un risque majeur d'AVC. « *Et aussi beaucoup de patients précaires, ajoute M^{me} Dejouet, qui n'ont pas de médecin traitant, pas de couverture santé...* »

Une autre action de prévention aura lieu en octobre pour la Journée mondiale de l'AVC.



SÉBASTIEN BANSE

**Le JSD
(Du 11 Mai 2016)
«AVC»**

**Le JSD
(Du 15 Juin au 21 2016)
«Drépanocytose»**



YANN MAMBERT

En 2013 en France, un enfant sur 1 900 naissances était touché. En région parisienne, 1 sur 874.

JEUDI 16 JUIN

Drépanocytose : une journée pour tout savoir

Le centre hospitalier informera par des animations, des quiz et des conférences-débats sur cette maladie génétique méconnue bien qu'étant la plus répandue en Île-de-France.

Jeudi 16 juin, le centre hospitalier de Saint-Denis organise, avec la collaboration de l'association SOS Globi93, une journée d'information sur la drépanocytose. De 10 à 14 h, le hall du bâtiment B accueillera un stand avec des animations, des quiz. Et, de 14 h 30 à 17 h, il y aura des conférences-débats avec les médecins de l'hôpital dans la salle polyvalente.

La drépanocytose est une maladie du sang, une maladie génétique, qui se transmet des parents aux enfants. Chez les malades, les globules rouges vont ainsi prendre une forme anormale qui peut obstruer les vaisseaux sanguins, diminuer l'apport d'oxygène aux organes et provoquer des crises « vaso-occlusives » très douloureuses. Il existe des formes différentes de la maladie, avec des manifestations plus ou moins sévères. De l'extérieur, la maladie peut paraître invisible, mais cela reste une affection chronique qui cause une anémie et un affaiblissement du système immunitaire, d'où l'importance d'un suivi au long terme. Bien que ce ne soit pas la maladie génétique la plus connue, c'est la plus répandue en Île-de-France.

PRINCIPALEMENT LES AFRO-ANTILLAIS

En 2013, 441 enfants drépanocytaires ont vu le jour en France, soit un enfant atteint pour 1 900 naissances, relève l'INSERM. Toutefois la prévalence est beaucoup plus importante dans les outre-mer (1/419) et en région parisienne

(1/874). La maladie touche principalement les personnes d'origine afro-antillaise (la répartition géographique de la drépanocytose se superpose aux zones de prévalence du paludisme). Pour le bassin de population du centre hospitalier de Saint-Denis, c'est donc une problématique importante.

« UNE RÉPONSE DE QUALITÉ PRÈS DE CHEZ EUX »

« *C'est une pathologie qu'on prend en charge depuis longtemps, avec détermination et efficacité* », témoigne le Dr François Lhote, chef du service de médecine interne où l'on suit de 100 à 120 patients adultes. En pédiatrie, la file active compte 150 enfants suivis. « *On travaille dans un réseau interprofessionnel d'hôpitaux publics en Seine-Saint-Denis, Drépano 93, qui suit environ 1 000 patients en file active* », continue le Dr Lhote. Quand c'est nécessaire, le centre hospitalier de Saint-Denis a recours aux centres de référence. « *Mais c'est important pour les patients d'avoir une réponse de qualité près de chez eux* », continue le président du Conseil médical d'établissement. *Dans un hôpital de proximité comme le nôtre, on a des gens formés et habitués à la prise en charge de cette pathologie.* »

L'attention portée à cette maladie traverse l'hôpital. « *On a mené un travail à travers les services, notamment avec les urgences, pour que les patients drépanocytaires qui font une crise soient repérés et traités de manière prioritaire.* » Les douleurs liées aux crises vaso-occlusives peuvent être si intenses qu'elles nécessitent de placer le patient sous morphine et de l'hospitaliser. La maternité est également concernée : les femmes drépanocytaires enceintes bénéficient d'une prise en charge coordonnée. Et les enfants qui naissent à la maternité sont automatiquement dépistés : au troisième jour de vie, on prélève quelques gouttes de sang au talon du nouveau-né.

Comme dans toutes les maladies chroniques, l'éducation thérapeutique joue un rôle important. « *On essaie d'apprendre des patients et de leur donner de l'autonomie dans la gestion de leur maladie* », ajoute le Dr Malric, pédiatre. Des réunions sont organisées tous les deux mois à l'hôpital avec SOS Globi93, association de patients, pour partager les expériences et délivrer des conseils qui permettent d'améliorer la qualité de vie. La journée du 16 prolongera cet effort de sensibilisation. ●

Sébastien Banse

Santé/ Inauguration de la Maison des Femmes

08 juillet 2016

Sébastien Banse ←



Le maire Didier Paillard, Le Dr. François Lhote, le Dr. Ghada Hatem, Inna Modja, Stéphane Troussel et Mathilde Delespine inaugurent la Maison des Femmes

On l'a vue naître **dans le cerveau du Dr. Ghada Hatem. On l'a vue sortir de terre peu à peu.** Ses marraines et ses parrains **sont venus la visiter,** suivre sa progression. Vendredi 8 juillet, à 12h30, la Maison des Femmes a été officiellement inaugurée à l'hôpital Delafontaine.

Autour du Dr. Hatem, de la directrice du centre hospitalier de Saint-Denis, Yolande di Natale, du président de la Commission Médicale d'Etablissement, le Dr. François Lhote, et de la sage-femme coordinatrice de la Maison des Femmes, Mathilde Delespine, tous ceux qui ont contribué au financement étaient présents : le président du Conseil départemental Stéphane Troussel, le maire de Saint-Denis, Didier Paillard, le député Mathieu Hanotin, les représentants des nombreuses fondations ; mais aussi tous ceux qui ont soutenu ce projet, l'ont encouragé d'une manière ou d'une autre. Les murs étaient trop petits pour tous les contenir.

On l'a vue naître **dans le cerveau du Dr. Ghada Hatem. On l'a vue sortir de terre peu à peu.** Ses marraines et ses parrains **sont venus la visiter,** suivre sa progression. Vendredi 8 juillet, à 12h30, la Maison des Femmes a été officiellement inaugurée à l'hôpital Delafontaine.

Autour du Dr. Hatem, de la directrice du centre hospitalier de Saint-Denis, Yolande di Natale, du président de la Commission Médicale d'Etablissement, le Dr. François Lhote, et de la sage-femme coordinatrice de la Maison des Femmes, Mathilde Delespine, tous ceux qui ont contribué au financement étaient présents : le président du Conseil départemental Stéphane Troussel, le maire de Saint-Denis, Didier Paillard, le député Mathieu Hanotin, les représentants des nombreuses fondations ; mais aussi tous ceux qui ont soutenu ce projet, l'ont encouragé d'une manière ou d'une autre. Les murs étaient trop petits pour tous les contenir.

Le traditionnel ruban a été coupé par la marraine de la Maison des femmes, l'artiste malienne Inna Modja, impliquée de longue date sur la question des droits des femmes, et notamment de **la lutte contre l'excision** – une problématique qui sera au centre des missions de cette structure d'accueil et de soins, parmi d'autres non moins importantes pour les femmes du territoire : le suivi de grossesse, le planning familial et l'ITVG, les violences conjugales, les agressions sexuelles et l'inceste.

Toutes les informations utiles (accès et contact, l'équipe...) sont disponibles sur le **site Internet de la Maison des Femmes** : <http://www.lamaisondesfemmes.fr/>

Le JSD
(Du 8 juillet 2016)
«Inauguration de la Maison
des Femmes»

Maison des femmes

Vendredi 8 juillet, à 12 h 30, la directrice du centre hospitalier de Saint-Denis, Yolande Di Natale, le maire de la ville, Didier Paillard, et le président du conseil départemental, Stéphane Troussel, inaugureront officiellement la Maison des femmes. Natacha Polony en a parlé récemment sur Europe : <https://lc.cx/49fp>, et le *Journal du Dimanche* aussi, qui avait fait le portrait de Ghada Hatem, la gynécologue à l'origine de ce projet : <https://lc.cx/49ff>

Le JSD

(Du 6 juillet au 6 septembre 2016)
«Inauguration de la Maison des Femmes»

Une maison pour les femmes victimes de violences à Saint-Denis

Paris Match | Publié le 08/07/2016 à 16h01 | Mis à jour le 11/07/2016 à 11h09

Marie Desnos



La "Maison des femmes", inaugurée ce vendredi à Saint-Denis.

Marie Desnos

Une «Maison des femmes» destinée à «réparer» physiquement et moralement les victimes de violences et de mutilations sexuelles a été inaugurée ce vendredi sur le site de l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis (93).

Il aura fallu plus de trois ans, beaucoup d'énergie et d'engagement pour parvenir à la concrétisation de ce beau projet. Une «Maison des femmes», destinée à venir en aide aux victimes de violences et de mutilations génitales féminines (MGF), a été inaugurée ce vendredi en lisière de l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis, dans le département le plus pauvre de France selon l'Insee. Une initiative du chef du service de gynécologie-obstétrique du centre hospitalier, Ghada Hatem-Gantzer, arrivée il y a six ans dans ce département. «Il m'a fallu deux ans pour évaluer les problématiques locales, les situations les plus compliquées, et pour imaginer une réponse», a-t-elle expliqué à Paris Match. «C'est une toute petite réponse, a-t-elle modestement ajouté, mais elle est très symbolique», a-t-elle souligné.

A lire : En France aussi, l'excision est une réalité

Le docteur franco-libanais de 56 ans est vraiment modeste, car son idée est innovante : c'est même une première en France. Car la particularité de cette Maison est de réunir à la fois les services d'un planning familial, avec tout l'aspect psycho-social que cela induit, et ceux d'un CH. Concrètement, les femmes qui souhaitent avoir accès à un moyen de contraception, pratiquer une IVG, ou encore une chirurgie réparatrice suite à une excision, ou même pour cacher qu'elles ne sont plus vierges, pourront frapper à cette porte. Tout comme celles qui sont victimes de violences conjugales, de mariage forcé, d'inceste ou encore de viol. Outre les aspects médicaux et chirurgicaux, cette «jolie maison pleine de couleurs», pour reprendre les termes du Dr Hatem, sera un lieu de parole, d'écoute, de conseils.

Lutter contre les violences faites aux femmes



La "Maison des femmes", inaugurée ce vendredi à Saint-Denis.

© Marie Desnos

Paris Match
(Du 8 juillet 2016)
«Une maison pour les femmes victimes de violences à Saint-Denis»

Saint-Denis : inauguration de la maison des femmes



Hôpital Delafontaine, Saint-Denis le 8 juillet 2016. La chanteuse Inna Modja inaugure la maison des femmes (LP.)

Les couleurs acidulées de la Maison des femmes, à Saint-Denis, contrastent avec l'univers aseptisé des hôpitaux classiques. Ce vendredi, la chanteuse Inna Modja a inauguré le bâtiment en présence de plusieurs élus et de Ghada Hatem, médecin chef de la maternité de l'hôpital Delafontaine qui s'est mobilisée depuis de longues années pour qu'un tel projet voie le jour. Ce lieu d'accueil multifonctions est destiné aux femmes en difficulté sociale. Elles peuvent y obtenir des rendez-vous pour des consultations mais aussi dialoguer avec de nombreux intervenants. « De nombreuses femmes qui vivent dans le département de Seine-Saint-Denis connaissent des situations de grande difficulté. Il est nécessaire qu'un refuge existe et prenne en compte les souffrances », a expliqué le maire (PCF) de Saint-Denis Didier Paillard. Très sensibilisée à la question des violences et des mutilations infligées aux femmes, Inna Modja est la marraine de l'établissement.

leparisien.fr

L.M.

Le Parisien
(Du 8 juillet 2016)
«Inauguration de la Maison des Femmes»

France: inauguration de la Maison des femmes à Saint-Denis

Par **Pauline Renoir**

Publié le 09-07-2016 • Modifié le 09-07-2016 à 01:12



La Maison des femmes de Saint-Denis a été inaugurée le 8 juillet 2016.

RFI/Pauline Renoir

Une « maison des femmes » a été inaugurée vendredi 8 juillet à Saint-Denis, dans le nord de Paris. Cette structure médicale accueillera chaque jour, dès le 8 juillet, entre 50 et 80 patientes victimes de violences sexuelles et proposera un planning familial.

Émue, et très entourée, Ghada Hatem-Gantzer, la chef du service de gynécologie-obstétrique de l'hôpital Delafontaine à Saint-Denis inaugure la Maison des femmes.

Ce qui n'était, il y a encore quelques mois, qu'un parking et un terrain vague est aujourd'hui un centre d'accueil médicalisé coloré, et lumineux. La structure comprend une dizaine de cabinets de consultation, un espace pour le planning familial et une salle réservée aux groupes de parole.

Des gynécologues, des sexologues, des psychologues, des sages-femmes. Au total, une quinzaine de praticiens sont rassemblés dans ce nouvel établissement, chaleureux et surtout discret.

A l'hôpital Delafontaine, se confondent plus de 130 nationalités. « Les femmes qui habitent en Seine-Saint-Denis sont souvent issues de familles traditionnelles. Ainsi, elles sont attachées à leurs cultures d'origine, à leurs clans. Et les problèmes qu'on rencontre dans ces familles explosent en Seine-Saint-Denis, car c'est un département où il y a énormément de pauvreté », constate Ghada Hatem-Gantzer.



Ghada Hatem-Gantzer est la chef du service de gynécologie-obstétrique de l'hôpital Delafontaine à Saint-Denis.
RFI/Pauline Renoir

Parmi les problèmes les plus épineux auxquels sont confrontés les praticiens chaque jour en Seine-Saint-Denis, il y a celui de l'excision. 14% des femmes qui consultent Ghada Hatem-Gantzer en sont victimes. La gynécologue dénonce « un fléau » qu'il faut combattre en accueillant, informant et orientant correctement les femmes.

Pour cela, la Maison des femmes s'est trouvée une porte-parole de taille : la chanteuse malienne **Inna Modja**. Cette artiste engagée a subi une excision quand elle avait cinq ans. « *Je me suis battue pour m'en guérir, se souvient-elle. D'abord en faisant appel à de la chirurgie réparatrice puis, pas-à-pas, j'ai trouvé de l'énergie pour devenir une femme.* »

La maison des femmes est un refuge pour se reconstruire, mais aussi pour combattre les pratiques violentes envers les femmes. Ghada Hatem-Gantzer met en place des groupes de paroles pour faire évoluer les mentalités. « *J'aimerais faire comprendre aux femmes que la virginité forcée ne peut pas être un projet de vie, affirme-t-elle. Je veux qu'elles se libèrent, je veux que les jeunes femmes puissent se marier avec qui elles veulent.* »

rfi
(Du 8 juillet 2016)
«Inauguration de la Maison des Femmes»

Les premières patientes accueillies à la Maison des femmes de Saint-Denis

Par Rémi Brancato, France Bleu 107.1 et France Bleu
Lundi 1 août 2016 à 7:30

Depuis le 15 juillet, les portes sont ouvertes à la Maison des femmes, à l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis, qui regroupe désormais, en un même lieu, le service de planification familiale et l'accueil de femmes victimes de violences. Reportage.

Le téléphone sonne toute la matinée et Mathilde Delespine décroche : *"Maison des femmes, bonjour"*. La sage-femme, écoute, oriente et conseille souvent aux femmes de venir, tout simplement. *"C'est une puéricultrice de la ville de Saint-Denis qui a besoin d'orienter une femme qui subit des violences verbales, physiques et sexuelles, des viols"* explique celle qui coordonne le fonctionnement de ce nouvel établissement, au sein de l'hôpital de Saint-Denis.

Une prise en charge globale des patientes

Ici, Mathilde Delespine pourra conseiller sa patiente, l'orienter vers les services de police ou la justice, si elle le souhaite, et surtout lui proposer un accompagnement psychologique et social, sans se rendre dans un autre lieu. La Maison des femmes regroupe le service de planification familiale de l'hôpital, qui compte des conseillères conjugales, une infirmière, une aide soignante, une secrétaire, mais aussi une sage-femme, des gynécologues, un sexologue et des psychologues.

Ce qui change c'est cette prise en charge globale des patientes. *"On n'a pas toutes les compétences donc on s'appuie les uns sur les autres pour accompagner les femmes, c'est complémentaire car cela permet aux femmes d'avoir un temps d'écoute, de venir déposer leurs valises"* raconte encore Mathilde Delespine.

Et cette Maison des femmes, on la doit surtout à Ghada Hatem, gynécologue obstétricienne à l'hôpital Delafontaine, qui a lancé le projet il y a 3 ans, alors qu'elle développait une nouvelle activité : la "réparation" des femmes victimes de mutilation sexuelle. 14% des femmes qui accouchent à Saint-Denis ont été excisées, selon un audit réalisé à l'hôpital.

"Venir voir le docteur pour des réparations"

C'est le cas de Koumba (prénom d'emprunt), qui franchit la porte de la maison pour la première fois, sur les conseils d'une amie, qui a été opérée. *"Elle m'a dit qu'il faut venir voir le Docteur pour des réparations"* explique cette trentenaire qui a subi une excision à l'âge de 6 mois au Mali. Aujourd'hui, elle souffre lors des relations sexuelles, avec son mari : *"cela fait mal, des douleurs de 2 à 3 jours à chaque fois"* dit-elle simplement.

Le Docteur Hatem explique pouvoir procéder à une *"transposition du clitoris, c'est à dire que je le remets à la place qu'il devrait occuper suite à la coupure"*. *"C'est bien mais cela ne suffit pas, elles ont besoin d'un suivi psychologique"* ajoute-t-elle immédiatement. C'est justement pour cela que la gynécologue voulait un lieu unique, coloré, accueillant, chaleureux. Elle a trouvé 850 000 euros de fonds privés pour la construction ainsi que des fonds de fonctionnement pour trois ans.

La Maison des femmes organisera le 26 septembre une soirée culturel au théâtre Dejazel, à Paris, pour une levée de fonds. La marraine de la Maison des femmes, Inna Modja, témoignait le 8 mars sur France Bleu 107.1.

France bleu
(Du 1 août 2016)
«Les premières patientes accueillies à la
Maison des femmes de Saint-Denis»

À Saint-Denis, une Maison des femmes au secours des laissées-pour-compte



FIGARO DEMAIN - Dans cette ville où l'accès aux soins passe essentiellement par l'hôpital, un lieu unique en France vient d'ouvrir, où sont regroupés gynécologues, psychologues mais aussi assistantes sociales et avocats.

«Entre ces murs, il n'y aura pas de tabou», promet le Dr Ghada Hatem. Violences physiques ou psychologiques, viols, incestes, excisions, elle entendra bientôt bien des horreurs et des souffrances, cette pimpante maison aux couleurs acidulées... «Il ne nous était pas possible de faire comme s'il n'y avait rien à voir!», s'émeut la gynécologue-obstétricienne, fondatrice de ce lieu unique en France. Juste à l'écart de l'hôpital Delafontaine, à Saint-Denis, dans un jardin encore en friches, la Maison des femmes vient d'être inaugurée. Mi-juillet, elle accueillait ses premières patientes.

Cela fait longtemps qu'il n'y a quasiment plus de gynécologues à Saint-Denis, et les médecins y sont rares: l'accès aux soins passe donc essentiellement par l'hôpital. Quelque 4700 femmes, de 120 nationalités différentes, y accouchent chaque année. Plus de 200 d'entre elles repartent, leur ...

Cet article a été publié dans l'édition du Figaro du 03/08/2016 . 80% reste à lire.

Je suis déjà abonné
JE ME CONNECTE

Le Figaro
(Du 2 août 2016)
«Maison des femmes au secours des laissées-pour-compte»

Ghada Hatem, gynéco "les deux pieds dans la Seine-Saint-Denis"

Saint-Denis (AFP) - Les combats en faveur des femmes de la gynécologue franco-libanaise Ghada Hatem se nourrissent des récits de ses patientes. Celle qui écoute et répare les femmes depuis 30 ans a créé une "Maison" pour elles, en Seine-Saint-Denis.

A chaque consultation, elle prend des notes. Pas simplement sur ce que les analyses médicales révèlent. Elle s'attache à demander à sa patiente "qui elle est, d'où elle vient" pour mieux la soigner.

"Prescrire des pilules, faire des frottis, ça atteint vite ses limites", dit-elle sans ambages, yeux bleus souriants et épaisse chevelure châtain.

Ce jour-là, elle transcrit notamment l'histoire de Soraya (ndlr: son prénom a été modifié), une Somalienne de 27 ans arrivée en France en juin au terme d'un long périple. Enfant, son corps a été mutilé: ses organes génitaux externes ont été coupés, son vagin cousu afin d'empêcher toute relation sexuelle hors mariage.

Puis un mari lui a été imposé. Pas question de l'emmener à l'hôpital, l'époux devait l'"ouvrir" lui-même, raconte Soraya à l'AFP avec une colère rentrée. Après plusieurs jours de supplice, elle s'est enfuie. Le Dr Hatem opérera en septembre la demandeuse d'asile, déterminée à avoir une sexualité avec l'homme de son choix.

En arrivant il y a six ans à l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis, au nord de Paris, le Dr Hatem a été confrontée à ces récits: 14% des femmes qui y accouchent sont excisées. Et beaucoup sont sans papiers ni ressources, mal logées, isolées...

- Maternité militante, hôpital militaire -

Elle décide de fonder une "Maison des femmes" sur le site de l'hôpital pour rassembler en un seul endroit le planning familial et les consultations pour les victimes de violences (viol, inceste, mutilations sexuelles...).

Le projet met trois ans à se faire. L'hôpital fournit le terrain, mais pas l'argent. Le 8 mars 2014, pour accélérer les choses, elle pose la première pierre de la maison, très symboliquement car elle n'a pas encore rassemblé les 950.000 euros nécessaires à sa construction.

Il faut démarcher les fondations, les collectivités. C'était difficile ("j'ai pris 10 kg"). En novembre 2015, elle cède son poste de chef du service de gynécologie-obstétrique de l'hôpital pour passer adjointe et boucler son projet.

Avant d'en arriver là, "le hasard" a toujours guidé son parcours, selon elle.

Née il y a 57 ans à Beyrouth dans la "petite bourgeoisie chrétienne" francophone et francophile, elle étudie au lycée français et décroche le bac au milieu de la guerre qui déchire son pays.

Elle part en 1977 étudier la médecine à Paris, se spécialise en gynécologie, passe par la maternité Saint-Vincent-de-Paul et celle des Bluets, très engagée pour les droits des femmes.

Puis c'est le grand écart: elle rentre à l'hôpital militaire Bégin, dans la commune cossue de Saint-Mandé, à l'est de Paris. "J'ai tous les galons, l'uniforme", rit-elle.

Elle garde ses convictions et introduit, malgré les résistances, la pratique de l'avortement dans un hôpital de l'armée. Après ce poste confortable, elle se laisse convaincre de travailler dans la populaire Saint-Denis.

"Quitter une petite maternité dans un beau jardin pour venir dans le neuf-cube (surnom du "9-3"), ça me terrorisait un peu." "Maintenant que j'y suis j'ai honte de moi-même", dit celle qui a désormais "les deux pieds dans la Seine-Saint-Denis".

L'un de ses trois enfants lui a envoyé la photo d'une Maison des femmes située en face de chez lui, à San Francisco : "Je lui ai demandé de me préparer une visite", s'amuse la gynéco, toujours prête à s'inspirer de ce qui se fait ailleurs.

L'OBS

(Du 9 août 2016)

«les deux pieds dans la Seine-Saint-Denis»

Une "Maison des femmes" à Saint-Denis pour des victimes de violences

Saint-Denis (AFP) - Bientôt maman et violentée par son compagnon, Hélène a fait deux heures de trajet pour rejoindre Saint-Denis, où une "Maison des femmes" a ouvert cet été pour venir en aide aux femmes victimes de violences.

A 29 ans, cette Ivoirienne attend son premier enfant, un garçon, qui doit naître d'ici deux mois.

Hélène (ndlr: les prénoms des patientes ont été modifiés) retrouve Mathilde Delespine, la sage-femme coordinatrice de la toute nouvelle "Maison des femmes", sortie de terre à deux pas de la maternité de l'hôpital Delafontaine et ses 4.500 accouchements par an.

Après un point sur le suivi de sa grossesse, la sage-femme aborde le sujet qui a amené sa patiente à traverser une partie de l'Ile-de-France pour la voir : le père de son futur bébé est violent.

Mathilde évoque un foyer qui peut l'accueillir quelques mois, avant et après la naissance. "Je suis pressée car il y a un bébé qui arrive. Ca n'existe pas un homme violent qui ne l'est plus quand le bébé est là", prévient la sage-femme, un an de plus que sa patiente, cheveux châtain ramené en chignon à l'aide d'un stylo quatre couleurs.

"Vu de l'extérieur, tout le monde l'adore", soupire Hélène. La patiente, qui étudie en France, s'efforce de masquer son désarroi. Elle voudrait que son conjoint change. Et surtout que son enfant grandisse dans une famille unie.

"Je comprends que c'est compliqué pour vous de renoncer à un couple parental", glisse Mathilde. Mais insiste: "L'urgence n'est pas que ce bébé ait un père mais qu'il soit en sécurité émotionnelle et physique."

PARTAGER



RECEVOIR LES ALERTES

- Du temps pour chacune -

La sage-femme croise en 2013 la route du Dr Ghada Hatem, chef de la maternité de l'hôpital Delafontaine, qui ambitionne de bâtir une "Maison des femmes" dans la première ville de Seine-Saint-Denis, l'un des départements qui concentrent le plus de difficultés sociales.

Il s'agit d'abord d'offrir un local moins austère au planning familial. Puis l'idée grandit de regrouper des professionnels de santé pour prendre aussi en charge des femmes victimes de violences ou de mutilations sexuelles. Le Dr Hatem les opère quand elles le souhaitent.

Mais pour que sa Maison à près d'un million d'euros prenne forme et ouvre en juillet, elle a dû "mendier", selon son expression, afin de trouver des partenaires publics et privés. Les postes de Mathilde, d'un psychologue et d'un sexologue sont financés par des fondations.

Depuis son bureau situé dans un des blocs de couleur de la Maison, Mathilde est identifiée par les personnels de l'hôpital comme "référénte violences".

Une autre sage-femme la consulte: une mineure qui vient d'avoir un enfant envisage de retourner avec son compagnon violent, qui sort bientôt de prison. Puis la médecine interne appelle: une sexagénaire, elle aussi victime de son conjoint, est à l'hôpital.

Elle prend son temps avec chacune. Fanta, une Malienne de 20 ans, vient pour la troisième fois en un mois.

Elle a été frappée par son mari, un Français d'origine malienne qui l'a fait venir en France et, résume Mathilde, réduite "en esclavage" auprès de sa belle-mère.

"J'ai eu plein de monde au téléphone pour vous", sourit la sage-femme, qui s'efforce de tisser une prise en charge complète autour de Fanta (assistante sociale, psychologue, associations).

"La famille a tout fait pour qu'elle ne fasse aucune démarche alors qu'elle pourrait être en situation régulière", note Mathilde. Elle propose de rédiger un certificat pour l'aider à porter plainte. Fanta, qui ne désespère pas de renouer avec son époux, préfère y réfléchir.

Du côté d'Hélène, l'idée de rejoindre un foyer fait son chemin. "Quand je suis loin de lui, je vous assure que je suis bien, j'ai les idées claires."

Mathilde lui suggère d'enregistrer cette phrase, et de l'écouter à chaque moment de doute.

Source : AFP

Sciences et avenir
(Du 9 août 2016)

«Maison des femmes à Saint-Denis pour
des victimes de violences»

La Maison des femmes à l'écoute de toutes



Vendredi dernier, à la Maison des femmes, la docteure Ghada Hatem (en haut à gauche) reçoit une étudiante sénégalaise excisée. Photo Albert Facelly pour Libération

Depuis début juillet, psychologues, chirurgiens ou conseillères conjugales reçoivent à Saint-Denis des victimes de maltraitances, notamment d'excision, afin de les aider dans leurs démarches.

«C'est très difficile de prendre une décision. Je suis complètement perdue, je n'ai pas dormi de la nuit.» Les traits tirés, Marija, 23 ans, semble agiter sa jambe pour soulager tant bien que mal l'anxiété qui se lit sur son visage. Déjà mère d'une petite fille de 5 mois, la jeune femme serbe se sait depuis peu de nouveau enceinte. *«Elle ne sait pas si elle va le garder. Elle et son mari n'ont pas de situation stable : lui touche le RSA et elle ne travaille pas. Ils vivent chez moi, dans un petit pavillon à Stains»*, explique Vesna, sa belle-mère, venue l'accompagner à la Maison des femmes de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Inaugurée début juillet, cette structure hybride aux allures de pavillon, implantée sur un terrain voisin du centre hospitalier Delafontaine, se veut un lieu d'accueil ouvert à toutes les femmes vulnérables ou victimes de violences, quelle qu'en soit la nature. Un lieu ouvert sur la rue, discret et sécurisé, pour mieux coordonner le parcours de celles qui en ont besoin, reçues avec ou sans rendez-vous. Marija, arrivée en France en novembre, ne bénéficie pas encore d'une couverture sociale. *«On ne pourrait pas payer un médecin dans le privé»*, justifie sa belle-mère, qui joue les traductrices.

«En galère»

En l'espace de deux heures, Marija a été reçue tour à tour par une conseillère du Planning familial pour faire le point sur les options qui s'offrent à elle et répondre à ses questions, puis par une sage-femme. Son premier accouchement, très difficile, semble avoir traumatisé Marija. «*J'ai eu la sensation de mourir*», avoue-t-elle à demi-mot, craignant d'être moquée. «*Vous avez le droit de pleurer*», lui souffle Mathilde Delespine, sage-femme coordinatrice des lieux, qui propose à Marija de se laisser le temps de la réflexion et de rencontrer un psychologue. «*Dans tous les cas, on vous accompagnera dans votre choix*», la rassure-t-elle. Toutes deux se reverront trois jours plus tard. Une rapidité qui surprend agréablement sa belle-mère : «*Depuis trente ans que je suis en France, je n'avais jamais vu ça*», insiste-t-elle. «*Tout avoir à portée de main est à la fois génial pour les femmes, qui n'ont pas à courir après les rendez-vous à gauche à droite, et très enrichissant professionnellement pour nous, qui sommes moins isolés dans nos pratiques*», se réjouit Sylvie Pipault, conseillère conjugale au Planning familial. «*Parfois, le problème de ces femmes est de savoir ce qu'elles vont manger, où elles vont dormir. La difficulté pour nous, c'est aussi de ne pas vouloir tout faire*», complète Mathilde Delespine.

Outre un centre du Planning familial, les murs aux couleurs vives regroupent une vingtaine de praticiens (sexologue, psychologues, aide-soignante, assistante sociale, sage-femme, conseillères conjugales et familiales, chirurgiens...) prêts à conseiller des femmes victimes d'inceste, de viol, de mutilations sexuelles ou de violences, en collaboration avec les associations locales. Selon l'Observatoire départemental des violences envers les femmes, 36 000 d'entre elles, âgées de 20 à 59 ans et établies en Seine-Saint-Denis, ont déjà subi des violences conjugales. «*En fait, on s'adresse aux "femmes en galère"*», résume la docteure Ghada Hatem, gynécologue obstétricienne, initiatrice du projet. Cheffe de la maternité voisine, la quinquagénaire aux yeux clairs a bataillé pendant trois ans pour que cette initiative voie le jour. «*J'aime bien changer de boutique et, à chaque fois, je m'intéresse à ce qui manque*», plaisante-t-elle.



Culot et détermination

Quand elle débarque à Saint-Denis en 2010, Ghada Hatem vient de passer huit ans à l'hôpital d'instruction des armées Bégin de Saint-Mandé (Val-de-Marne), après une dizaine d'années à la maternité parisienne des Bluets (XII^e arrondissement). *«J'ai découvert une patientèle dont je n'avais pas beaucoup l'habitude, confrontée notamment à une grande précarité»*, dit-elle. Selon l'Insee, en 2013, dans ce département le plus pauvre de France, le taux de chômage chez les actifs atteignait 13,6 %, contre 9,9 % en France métropolitaine. La situation sanitaire y est également préoccupante : le taux de mortalité infantile y est par exemple plus élevé que dans le reste de la France. *«J'ai aussi ressenti un choc en prenant conscience du nombre de gens pas ou mal hébergés dans le secteur. En tant que médecin, c'est dur de se dire que si une femme doit quitter la maternité pour aller dans la rue avec son bébé sous le bras, il n'y a rien à faire»*, poursuit Ghada Hatem. 25 % des accouchées de la maternité Delafontaine seraient mal logées, selon les estimations de l'hôpital. D'où l'idée de faire naître un lieu où toutes ces femmes pourraient trouver de l'aide, auprès du corps médical, d'associations ou de juristes lors de permanences ponctuelles. Restait l'épineuse question du financement de ce projet un peu fou : 900 000 euros. *«Quand vous êtes madame Personne, petit docteur dans un hôpital de banlieue un peu sinistrée, il faut un certain acharnement et pas mal de rencontres pour arriver à lever des fonds»*, raconte-t-elle.

Son culot et sa détermination ont fini par payer : ce sont finalement des fondations privées, l'Etat et les collectivités locales qui ont mis la main au portefeuille. Lors d'une visite en avril dans le bâtiment encore en construction, la ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes, Laurence Rossignol, avait salué un *«projet exemplaire»*, tout en jugeant que *«les femmes doivent trouver un endroit pour dire ce qui n'est pas facile à dire»*.

«Ici, j'ai le choix»

Ce vendredi-là, ce confessionnal semble clairement être le bureau de la docteure Hatem. Cramponnée à sa chaise, face au médecin, Haby (1) la questionne timidement, d'une voix à peine audible. Cette étudiante sénégalaise de 21 ans, qui porte un jilbab (voile qui couvre tout le corps mais laisse apparaître le visage), vient pour une visite de contrôle, dix jours après une opération de réparation du clitoris. Depuis 2013, l'hôpital Delafontaine, où 15 % à 20 % des 4 000 patientes d'une centaine de nationalités accouchées chaque année sont excisées, dispose d'une consultation spécialisée, comme il en existe une dizaine en France. L'arrivée de la Maison des femmes permet d'orienter aisément ces patientes vers des psychologues ou des sexologues et d'organiser régulièrement des groupes de parole, sous la houlette de la marraine des lieux, la chanteuse Inna Modja, très engagée dans la lutte contre l'excision. En France depuis sept ans, Haby n'a pris conscience que récemment de ce qu'elle avait subi quand elle était gamine, au Sénégal. *«On était plusieurs filles à jouer dehors. On a été appelées tour à tour par une femme qui nous proposait des bonbons, entame-t-elle. Elle m'a emmenée dans un bâtiment en construction, où se trouvaient plusieurs dames. On m'a allongée, maintenue de force. On m'a mis un truc dans la bouche pour que je ne crie pas. Puis la femme a sorti une lame. Je revois encore la scène. Ensuite, j'avais tellement mal que je ne pouvais plus marcher ou faire pipi»*, raconte-t-elle.

En se renseignant sur Internet, Haby n'a compris qu'il y a quelques mois ce qu'on lui a fait. *«J'étais très en colère contre ma mère. Je lui ai dit : "Comment tu as osé ? Tu les as laissées me couper ?" Elle m'a répondu que toutes les filles passent par là, sans pouvoir m'en donner la raison.»* Haby découvre ensuite que la chirurgie réparatrice est possible. *«Pour ma mère, c'était hors de question. Mais c'est mon corps, c'est moi qui souffre et je suis majeure, alors j'ai décidé de me prendre en main, sans lui en parler»*, poursuit-elle. Pour autant, le jour de l'intervention, Haby a failli reculer. *«Je bloque quand on veut me toucher. J'avais peur qu'ils utilisent des couteaux ou des ciseaux. Ça m'a pris du temps, mais j'ai fini par comprendre qu'ici, j'ai le choix, parce qu'on m'a rassurée.»*

Récemment, Haby a appris par son père, qui vit en France, que ses deux plus jeunes sœurs, restées en Afrique avec leur mère, ont connu le même sort qu'elle. *«Je suis en colère. Ça me donne envie de m'engager dans une association»*, souffle-t-elle. Ghada Hatem lui parle du Groupe pour l'abolition des violences sexuelles. Selon l'Ined, environ 50 000 femmes excisées vivraient sur le sol français. Mais avant de militer, Haby devra apprendre à vivre avec son histoire. Dans quelques jours, elle rencontrera un psychologue spécialisé.

D'ici là, une autre histoire se déroule déjà dans le bureau de la gynécologue. Rose (1), originaire du Bénin, a besoin d'un certificat de non-excision pour elle et ses deux filles, pour appuyer sa demande d'asile. Après la mort de sa sœur aînée des suites de mutilations sexuelles, la mère de Rose avait fait établir un faux certificat pour la protéger. *«C'est une histoire extraordinaire, souligne Ghada Hatem. Dans ces moments-là, on a le sentiment de ne pas être totalement inutiles.»*

Libération
(Du 10 août 2016)
«La Maison des femmes à l'écoute de toutes»

Ici, les femmes sont écoutées



Saint-Denis. Mathilde Delespine, sage-femme, est la coordinatrice de la maison des femmes qui vient d'ouvrir à l'hôpital. (LP/L.M.)

L'idée a germé il y a trois ans dans la tête du docteur Ghada Hatem, la responsable de la maternité de l'hôpital de Saint-Denis : une maison où les femmes en difficulté sociale seraient soignées mais aussi écoutées. Un endroit où les médecins travailleraient de concert avec les travailleurs sociaux et les conseillères conjugales. Depuis, la maison des femmes est sortie de terre sur le site de l'hôpital Delafontaine.

Elle a ouvert ses portes au début de l'été et Mathilde Delespine, une sage-femme nommée coordinatrice de l'endroit, court partout : il faut accueillir un livreur, orienter une patiente venue pour une IVG, prendre un rendez-vous pour poser un implant contraceptif et recevoir une femme victime de violences conjugales. La jeune femme en blouse blanche est impliquée et enthousiaste.

« Avant que cette maison existe, il m'arrivait de recevoir des femmes en grande difficulté, complètement désespérées. Comment une femme sans-abri peut-elle se préoccuper de sa grossesse quand elle ne sait pas où elle dormira le soir ? En tant que soignant, on peut les aider sur le plan médical mais on n'a pas les compétences pour les accompagner psychologiquement et socialement. »

Dans le petit espace aux murs bariolés, les femmes sont écoutées et conseillées dans des domaines qui dépassent le strict médical. « La prévention, c'est très important. Par exemple, une femme victime de violences risque d'avoir un enfant prématuré. Ce qui coûte beaucoup à la collectivité. L'aider à se sortir de cette situation lui permettra de donner naissance et d'élever un bébé en meilleure santé. »

Le petit édifice revêtu de bois accueille aussi des cours d'autodéfense et des massages prodigués par des bénévoles. « C'était important de faire un endroit chaleureux pour que les femmes s'approprient l'espace et qu'elles se sentent légitimes d'y venir », explique Ghada Hatem, spécialisée dans les réparations suite aux excisions. Une patiente est étonnée : « On est loin de l'hôpital classique avec ses néons blafards et son univers aseptisé. »

Des portraits de femmes, originaires de tous horizons, sont accrochés aux murs. Les salles de consultations sont baptisées en fonction de certaines d'entre elles. Mère Thérèse côtoie ainsi Aung San Suu Kyi, la présidente de la Birmanie. « On a choisi des grandes dames originaires de tous les milieux et de tous les pays, pour que nos patientes puissent s'identifier à elles », commente Mathilde. Pour l'instant, tout est encore en rodage à la maison des femmes. « Les plannings ne sont pas finalisés pour le moment et de nombreuses personnes se joignent au projet. » Financé par des fonds publics et privés, ce petit havre de paix a un financement garanti jusqu'en 2018. « Au-delà il faudra trouver comment continuer », conclut Ghada Hatem.

*La maison des femmes, 1, chemin du Moulin-Basset à Saint-Denis. Tél. 01.42.35.61.28.
www.lamaisondesfemmes.fr.*

Le Parisien

Licia Meyseng

Le Parisien
(Du 25 août 2016)
«Les femmes sont écoutées»

Maison des femmes

Inaugurée en juillet à Delafontaine, la Maison des femmes va bénéficier du soutien d'une pléiade d'artistes, réunis pour une soirée au théâtre Déjazet à Paris. Sont annoncés Shirley et Dino, les comédiens Daniel Mesguich et Olivier Breitman, les musiciens Dimitri Artemenko, Darya Dadvar, Bafing Kul, etc., et la chanteuse Inna Modja, marraine de cette structure à laquelle reviendra l'intégralité des recettes.

Lundi 26 septembre à 20 h 30. 28 et 38€. Réservation au 01 48 87 52 55 ou sur www.dejazet.com

Le JSD

(Du 14 au 20 septembre 2016)
«Inauguration de la Maison des Femmes»

La Maison des Femmes de Saint-Denis, une bulle de sécurité pour les femmes victimes de violences



Ghada Hatem-Gantzer, chef de service adjoint à la maternité Angélique Du Coudray, pose devant la Maison des femmes qui a ouvert ses portes en juillet 2016
(c) Anais Dombret

Ouverte en juillet 2016, la Maison des femmes de Saint Denis fait déjà le plein. Destinée à accueillir les femmes victimes de violences sexuelles, physiques ou mentales, pour faire face à l'affluence, ses soutiens organisent une soirée de soutien le 26 septembre 2016. Rencontre avec la gynécologue Ghada Hatem, franco-libanaise à l'origine de cette structure indispensable, et avec son équipe.

23 SEP 2016 Mise à jour 23.09.2016 à 09:10 par Anaïs Dombret, Servane Philippe

dans Accueil · Terriennes · Violences conjugales, viols et autres agressions sexuelles, entre tabou et répression



En cette fin de journée, dans le grand hall vitré de la [Maison des Femmes de Saint Denis](#), les équipes soignantes soufflent un peu. « *Ce matin, c'était la folie, sourit Monique Vénerie, conseillère conjugale. On s'est même demandées si on allait y arriver.* » Il y a plus d'un mois que la Maison des femmes a ouvert ses portes à Saint-Denis, dans la banlieue Nord de Paris. Une vingtaine de femmes passe la porte d'entrée, chaque jour. Et ce n'est qu'un début.

L'information de l'ouverture a bien circulé tant auprès des médias locaux et nationaux que du réseau des professionnels de santé et des travailleurs sociaux d'Ile-de-France. Ces derniers n'hésitent pas à orienter des personnes vers ce lieu flambant neuf et unique en France.



On se demande comment certaines font pour être encore debout



Ghada Hatem, fondatrice de la Maison des femmes

Le docteur Ghada Hatem, adjointe au chef de service de la maternité de l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis et inspiratrice de ce projet ambitieux, arrive dans les lieux pour une dernière consultation. Les histoires que voit passer cette gynécologue aguerrie de 57 ans sont beaucoup plus sombres que les couleurs chatoyantes choisies pour égayer les murs du bâtiment. Des femmes séquestrées par leur famille, battues par les pères ou par les compagnons. Une des patientes raconte que sa tante lui mettait du piment sur le sexe pour la punir. De quoi ? Impossible de répondre. « *C'est vrai que parfois on se demande comment certaines font pour être encore debout* », admet le docteur Hatem.

C'est justement pour leur proposer un « cocon », un sas de décompression que cette gynécologue/obstétricienne née à Beyrouth a pensé à une Maison des Femmes. Il est vrai qu'on s'y sent comme dans une bulle sécurisante, loin de l'image des chambres d'hôpital impersonnelles et froides. Le lieu de 250 m², qui a coûté la bagatelle de 950 000 €, financés en partie par l'Etat, les collectivités locales (département, région) et par des fondations privées de grandes entreprises, est niché dans l'enceinte du centre hospitalier de Saint-Denis. Un accès plus direct et plus discret se fait par la rue, une des conditions sur lesquelles les équipes n'ont pas transigé, malgré certaines réserves du service de sécurité. Il faut dire que des quartiers pas toujours tranquilles entourent l'hôpital.



Ghada Hatem-Gantzer, chef de service adjoint à la maternité Angélique Du Coudray, écoute les problèmes d'une patiente en consultation de gynécologie. Souvent, elle se demande "comment certaines font pour être encore debout".
© Anaïs Dombret

Le planning familial de l'hôpital a déménagé dans la Maison des Femmes. Les IVG médicamenteuses sont pratiquées dans les locaux pour les patientes qui le souhaitent ou celles qui nécessitent une surveillance. Au téléphone, une des conseillères prend d'ailleurs rendez-vous avec une jeune fille de Goussainville (95). Les interventions chirurgicales restent pratiquées dans le service gynécologie de l'hôpital.

Une prise en charge globale de la violence de genre

Ici, le personnel soignant propose avant tout un accueil et une écoute aux femmes victimes de violence. Tous les types de sévices sont traités qu'ils soient d'ordre sexuels, conjugaux, psychologiques, familiaux. Les professionnels formés privilégient une prise en charge globale de la violence et une approche pluridisciplinaire. Il y a sur place, en permanence : une sage-femme d'accueil, deux conseillères conjugales, une assistante, un psychologue et une sexologue à mi-temps.



En plus de ces professionnels, à la Maison des femmes, s'ajoute une noria de spécialistes...
(c) Anaïs Dombret

En plus de ces professionnels, s'ajoute une noria de spécialistes : deux chirurgiens spécialistes de la reconstruction du clitoris (pour celles qui ont subi des mutilations génitales féminines, *telles l'excision*), des avocats bénévoles, une sage-femme spécialisée dans les questions d'inceste, un médecin expert auprès des tribunaux. De manière hebdomadaire, des associations assurent des permanences et des ateliers de massages ayurvédiques (issus de la médecine traditionnelle indienne) ou de sophrologie (technique de relaxation). Elles permettent à celles qui le souhaitent de prendre du temps pour elles, un moment en suspens, important pour des femmes qui n'ont pas souvent l'occasion de se déconnecter d'un quotidien pesant.

Mathilde Delespine, 30 ans, coordonne les équipes sur place. Cette sage-femme travaille, depuis des années, sur ces problématiques. *« Notre nouvelle structure est une synthèse de nombreuses autres expériences qui ont été menées ailleurs : il y a l'unité des femmes enceintes victimes de violence de Montreuil, l'unité dédiée aux femmes excisées de l'hôpital du Kremlin Bicêtre et tout le travail autour de la violence accompli dans le département, notamment par Emmanuel Piet et Ernestine Ronai. »*



Ghada Hatem-Gantzer, se prépare à prélever les oeufs de sa patiente pour une insémination artificielle.
© Anaïs Dombret

Mathilde Delespine et ses équipes sont conscientes de l'énormité de la tâche et du défi à relever tant chaque cas diffère et demande une attention particulière. Mais elle conclut avec malice : *« si nous n'arrivons pas à faire face à la demande, ce sera un très bon argument pour retourner voir des financeurs et leur demander plus de moyens. »* En attendant une rentrée qui hélas promet une affluence plus importante, la Maison des Femmes a d'ores et déjà trouvé sa place et son public.

Parce que malheureusement, comme nous le rappelons souvent dans Terriennes, #yaduboulot.

TV5MONDE France Belgique
(Du 23 septembre 2016)

«Une bulle de sécurité pour les femmes victimes de violences»

A Saint-Denis, Marisol Touraine s'efforce de rassurer les soignants soumis à la violence quotidienne

REPORTAGE La ministre de la Santé a rencontré les collègues du médecin agressé violemment il y a quinze jours pour leur présenter son plan pour améliorer la sécurité à l'hôpital...



Marisol Touraine est allée à la rencontre des soignants de l'hôpital Delafontaine à Saint-Denis lundi 3 octobre 2016. - o. Gabriel / 20 Minutes

« Ça va aller, Monsieur, vous êtes entre de bonnes mains », assure [Marisol Touraine](#) à un homme allongé et le front en sang. La ministre de la Santé était ce lundi soir aux urgences de l'hôpital Delafontaine, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), pour rencontrer le personnel hospitalier. Des professionnels encore sous le choc après [l'agression d'un médecin il y a deux semaines, qui a eu les deux mains brisées par le frère d'un patient](#). « C'est ici, à l'accueil, qu'a eu lieu l'agression », précise Yolande Dinatale, directrice de cet établissement de Saint-Denis. Un peu plus loin, en pédiatrie, la ministre tente de rassurer un enfant qui pleure : « Ce n'est pas drôle d'être ici, c'est sûr. »

« Nous encourageons le personnel à porter plainte »

Mais c'est également les soignants que la ministre est venue rassurer. [En leur détaillant son plan, annoncé ce lundi, pour améliorer la sécurité des soignants](#). « Il y a cette violence terroriste qui appelle des mesures de sécurité spécifiques, assure la ministre. Mais prévenir la violence terroriste, c'est aussi prévenir celle du quotidien. Pour autant, je me méfie des statistiques car nous avons encouragé le personnel hospitalier à porter plainte. Or je ne sais pas si les chiffres reflètent un accroissement des agressions ou celle des dépôts de plainte... »

Des injures au quotidien

En tout cas dans cet établissement, le quotidien est ponctué d'injures et parfois de violences physiques. Trois soignants, un médecin, une psychiatre et un brancardier ont été violemment agressés ces dernières années. « Et quand nous avons déposé plainte, l'affaire a été classée », regrette le Docteur Cohen. Pour beaucoup, l'hôpital de Saint-Denis n'est qu'un « décor » de cette violence qui commence dans les cités et se poursuit à l'hôpital.

« Nous devons pallier le manque de médecins de ville ici à Saint-Denis, c'est pourquoi beaucoup de patients s'énervent quand ils attendent trop longtemps », souligne le Dr Marie-Clément Kouka, directeur des urgences. « Certes, nous avons des patients qui ont de gros problèmes de santé, mais certains viennent pour des problèmes sociaux, poursuit Mezoughi Oria, aide-soignante. Mais j'ai rencontré des professionnels de qualité ici toute confession... pardon de toute profession confondue !, se reprend l'aide-soignante. Mais toutes les personnes de bonne volonté ont leur limite, et c'est les moyens. »

« Ils sont en avance ici »

Les moyens justement, Marisol Touraine assure les déployer. Elle a annoncé un plan ce lundi pour améliorer la sécurité des établissements hospitaliers. Avec à la clef une enveloppe de 75 millions d'euros sur trois ans. « Mais c'est à chaque établissement de faire le diagnostic et de mettre en place un plan de sécurité intérieur, financé par ce plan, qui peut passer par des caméras, des vigiles, des clôtures, des sas. Un hôpital doit pouvoir se protéger y compris en fermant certains de ses accès. Cette réflexion dans l'élaboration des plans de sécurisation pour chaque établissement ne doit pas être taboue. Mais ils sont en avance ici ! »

En effet, un vigile est présent la nuit depuis l'agression de médecin, deux médiateurs feront le lien entre soignants et patients à partir d'octobre et des barrières ont été mises en place. Suffisant ? Pas sûr, car un des problèmes de cet hôpital, c'est son manque d'attractivité. « Ma préoccupation aujourd'hui, c'est d'attirer des médecins », reprend le directeur des urgences. Sur cinq postes à pouvoir, un seul a reçu une candidature. Il faut dire que les conditions de travail sont difficiles. Et le médecin de conclure : « Pour l'école, on a mis en place des zones d'éducation prioritaire, ne faut-il pas faire de même pour les hôpitaux ? »

20 minutes

(Du 3 octobre 2016)

«A Saint-Denis, Marisol Touraine s'efforce de rassurer les soignants »

Hospitalité à Delafontaine

Jeudi 29 septembre, l'hôpital Delafontaine organise une journée d'échanges sur les thèmes croisés de l'hospitalité et de la multiculturalité : « Comment accueillir l'autre ? ». Salle polyvalente, de 9 h à 17 h.

Le JSD
(Du 28 septembre au 4 octobre 2016)
«Hospitalité à Delafontaine»



Naissances en errance

Le suivi de jeunes mères dans un cadre hospitalier. Les professionnels de l'unité de psychopathologie périnatale de l'hôpital Delafontaine, à Saint-Denis, valent croire le nombre de femmes enceintes et de jeunes accouchées en situation d'errance. L'établissement et son service social se sont adaptés à leur prise en charge, mais l'insuffisance des solutions d'accueil à la sortie de la maternité est criante.

Des parcours plus floués
A la maternité, chaque matin, l'une des trois assistantes du service social fait la tournée des services, en fonction des situations qui lui ont été rapportées par les sages-femmes. « Au départ, je ne suis pas fonctionnaire, mais j'ai travaillé pendant 10 ans dans un hôpital de multiples points, explique Catherine Lemaître. Par exemple, j'ai travaillé dans un hôpital de la région parisienne, mais j'ai travaillé dans un hôpital de la région de la Seine-Saint-Denis, j'ai travaillé dans un hôpital de la région de la Seine-Saint-Denis, j'ai travaillé dans un hôpital de la région de la Seine-Saint-Denis... »

Dossier

Les Invités

- Serge BLISKO**
Président de la FHFH Île-de-France
- Frédéric VALLETOUT**
Président de la FHFH Île-de-France
- Christian FOURNIER**
Membre du Comité d'Administration du CHU de Versailles
- Dr Pierre FOUCAUD**
Chef de service Pédiatrie, Hôpital de Versailles

COOPÉRATIONS et MUTUALISATION

Une maternité dernier cri à Saint-Denis

Fin l'ancienne maternité vétuste et érigée. L'hôpital Delafontaine de Saint-Denis vient de se doter d'un nouveau service plus confortable et deux fois plus vaste.



« Un endroit vraiment reposant et rassurant »
L'ancienne maternité de l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis a été remplacée par un nouveau service plus confortable et deux fois plus vaste. Le nouveau service est plus moderne, plus lumineux et plus agréable. Les professionnels de l'établissement sont très satisfaits de ce nouveau service.

Postes menacés, Delafontaine s'enflamme



Le 13 juin, 100 personnes ont manifesté devant l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis pour protester contre la suppression de postes. Les manifestants ont été très nombreux et ont exprimé leur colère face à la décision de la direction de l'hôpital.

Infirmières

À la suite du compte rendu du conseil municipal de novembre 2011 (JSD N° 894), la direction de l'hôpital Delafontaine précise, « qu'aucune mesure de fermeture de l'école d'infirmières (IFSD) n'est envisagée par aucune autorité. D'ailleurs l'agrément a été prolongé par la Région. Concernant la nouvelle implantation de reconstruction de nos 2 écoles (d'infirmières et de puéricultrices) sur un nouveau site est toujours à l'étude. Ce dossier est d'ailleurs soutenu par le conseil municipal de Saint-Denis. La question de fermer l'IFSD, d'autant plus que la fréquentation des étudiants avoisine les 74 %.

Prévention - Le Parcours du cœur revient place V.-Hugo

Samedi 31 mars aura lieu la 36^e édition du Parcours du cœur, initiative nationale pour l'amélioration de la prévention des risques cardiovasculaires. À Saint-Denis, c'est la deuxième année consécutive. De 10 h à 18 h, place Victor-Hugo, on trouvera des ateliers dédiés au sport et à la détente : marche nordique, musicothérapie, ateliers de gestion du stress, tai chi... Un village « prévention des risques cardiovasculaires et santé » renseignera les visiteurs sur les facteurs de risques. La tabacologie y tiendra un rôle important. Un quiz alimentaire permettra d'évaluer l'équilibre alimentaire. Ceux qui le souhaitent pourront s'initier à l'équitation. L'importance accordée à ce sujet par les directions de la Santé, de l'Environnement et de la Jeunesse, qui financent l'événement avec la Fédération Française et le Club Cœur & Santé de Saint-Denis (1). S.B.

Passerelle Agent polyvalent de restauration collective avec le Centre Hospitalier de Saint-Denis

Un engagement fort en faveur de l'emploi local. Le centre hospitalier de Saint-Denis (CHSD) est un acteur stratégique du territoire de Plaine Commune. D'une capacité un peu supérieure à 700 lits et places, il offre des services d'hospitalisation et de consultations en médecine, chirurgie, obstétrique, pédiatrie, gériatrie et pour la prise en charge de la mère et du nouveau-né. Le CHSD emploie plus de 1000 personnes et s'engage depuis de nombreuses années pour recruter des habitants du territoire.

Un parcours de formation réalisable à l'embauche
Un binôme entre salarié et stagiaire a favorisé la mise en pratique des connaissances acquises au centre de formation et permis de s'habituer à l'environnement de production de la restauration collective. Le CHSD a financé un projet de formation de 3 mois, en effet, 3000 repas y sont préparés chaque jour, et distribués aux patients ainsi qu'au personnel.



Retrouvez toute l'actualité de votre hôpital sur sa page Facebook: Hôpital Delafontaine (page officielle)